

Il faut briser le blocus de l'Irak!

7 septembre - L'article ci-dessous a été adapté du n° 509 de Workers Vanguard, le journal de nos camarades américains de la Spartacist League/US.

Le Moyen-Orient voit aujourd'hui les Etats-Unis tenter de prendre le contrôle des ressources pétrolières mondiales. Ayant perdu sa supériorité économique, Washington essaie maintenant de réimposer par la force militaire brutale son rôle de gendarme impérialiste du monde. C'est ce que Bush veut dire quand, faisant écho à Adolf Hitler dans les années 30, il parle d'un « *nouvel ordre mondial* ». Mais en fait, l'invasion américaine est en train de mettre en place les conditions pour une nouvelle guerre mondiale - avec la France de Mitterrand jouant son rôle habituel d'impérialisme chacal.

Les conséquences des initiatives guerrières de Bush et de ses acolytes impérialistes sont incalculables. Il y a peut-être aujourd'hui un quart de million de soldats américains déployés ou en cours d'acheminement dans la région du Golfe. Des navires de guerre désarmés sont remis en service, et des dizaines de milliers de réservistes sont rappelés. Il s'agit là d'une mobilisation de guerre à une échelle sans précédent depuis le plus fort de la guerre du Vietnam. On parle maintenant de déclencher une guerre aérienne d'ici à quelques semaines, et une rencontre au sommet organisée en toute hâte réunit Bush et Gorbatchev à Helsinki au moment où nous mettons sous presse.

La croisade des impérialistes contre leur ancien allié Saddam Hussein n'a grand-chose à voir ni avec le refus de l'agression ni avec « la défense de la démocratie dans le monde ». Certainement pas de la part de gens qui, comme les dirigeants US il y a peu, ont massacré des milliers de civils pour mettre en place



Photos Der Spiegel

Impérialistes hors du Golfe!

un régime fantoche à Panama. Bush déclare qu'il s'agit de défendre « *notre mode de vie* ». Ce qu'il prépare, c'est une guerre pour défendre le féodalisme des cheiks du pétrole et les profits des grandes compagnies pétrolières.

Après s'être proclamé vainqueur de la

guerre froide, l'impérialisme américain cherche maintenant à dicter ses conditions à ses rivaux impérialistes. Et tandis que Gorbatchev fait des phrases sur la « *sécurité collective* », Bush utilise la feuille de vigne des sanctions votées à l'ONU pour une opération militaire mas-

sive, à moins de 1 300 kilomètres de la frontière soviétique. Un terrible nœud coulant se resserre autour de l'URSS. Nous appelons l'Union soviétique à abroger son embargo sur les armements destinés à l'Irak.

Suite page 11

Gorbatchev donne son accord au Quatrième Reich

La réunification capitaliste de l'Allemagne

Le « traité d'unification » entre la RFA et la RDA signé le 31 août vient de compléter le traité d'union monétaire entré en vigueur le 1^{er} juillet der-

nier, à minuit. Ce soir-là, les télévisions ont montré des citoyens de RDA saluant joyeusement le champagne pour saluer l'introduction du deutschemark ouest-allemand. Lors des élections du mois de mars, des millions d'électeurs est-allemands avaient voté pour les partis de la réunification capitaliste. Ils avaient cru les promesses mensongères du chancelier Helmut Kohl, qui les assurait que l'arrivée rapide du deutschemark leur apporterait la prospérité. L'euphorie du deutschemark a commencé à se dissiper quand les travail-

leurs ont vu les nouvelles étiquettes dans les vitrines de Berlin. Si les Allemands de l'Est ont été autorisés à changer quelques milliers de marks (un ou deux mois de salaire à l'Ouest) au taux d'un deutschemark pour un mark-est, les prix de beaucoup de produits de première nécessité ont augmenté de 300 à 600 %.

Et pour les travailleurs est-allemands, l'Anschluss [annexion] économique du 1^{er} juillet signifie aussi, comme conséquence de l'introduction du capitalisme, la perte de leur emploi à brève

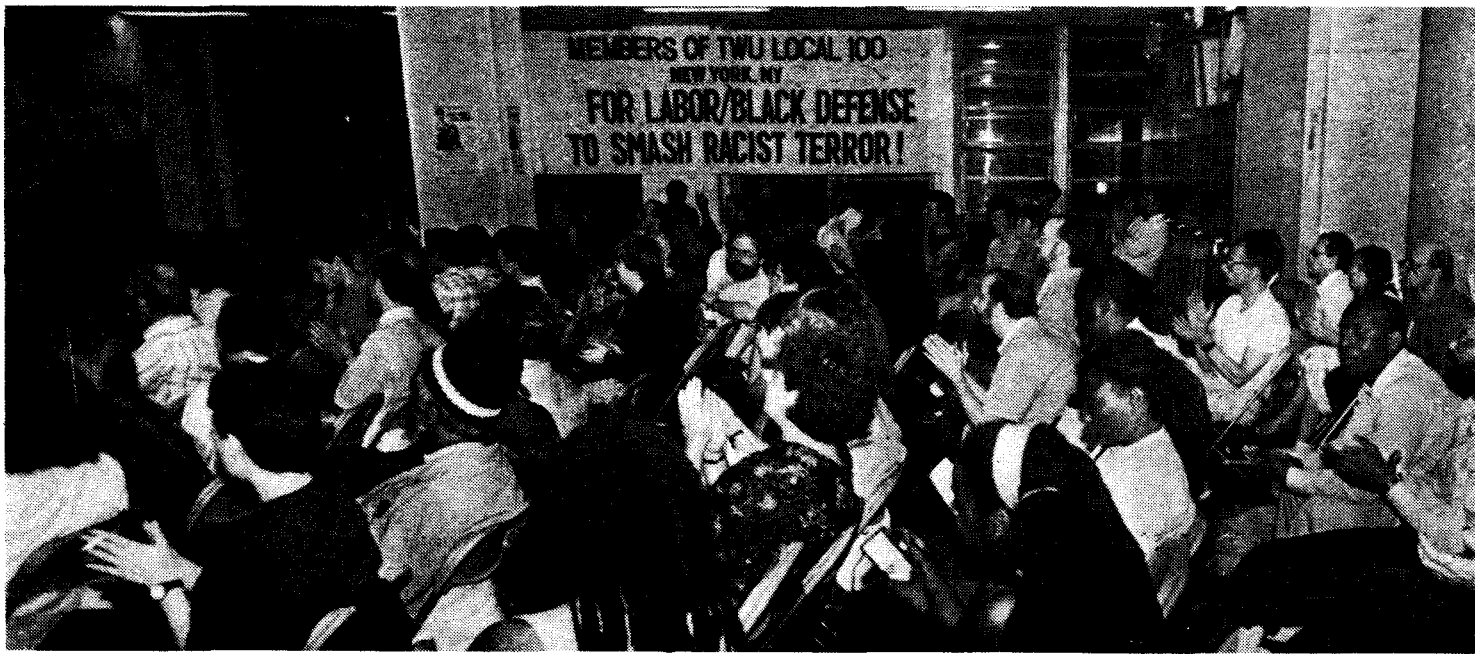
échéance. Les statistiques officielles de mi-juillet comptent déjà près de 300 000 chômeurs et plus de 650 000 salariés en « chômage partiel ». Certains économistes prévoient entre deux et quatre millions de sans-emplois d'ici à la fin de l'année - sur 17 millions d'habitants ! Et ce sont aussi les femmes qui sont directement touchées ; déjà on ferme des crèches, des femmes enceintes ou en congés de maternité sont licenciées, et le droit à l'avortement remis en question est en danger. L'avenir des 150 000

Suite page 4

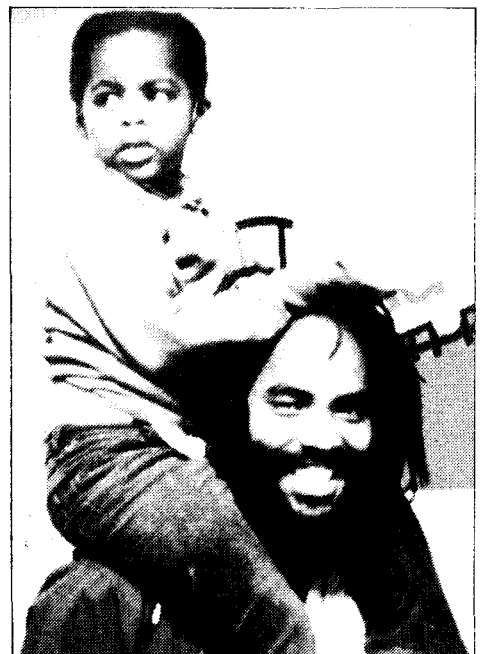
M 2651 - 104 - 5,00 F



A New York, Toronto, Paris, Londres et Berlin



Workers Vanguard



Meeting du Partisan Defense Committee à New York, le 28 juin, pour exiger la vie sauve pour Mumia Abu-Jamal (à droite).

Des rassemblements exigent la vie sauve pour Mumia Abu-Jamal

Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir. Condamné à mort par un déni de justice, ce courageux combattant de la cause des Noirs aux USA est le symbole de la lutte contre la répression raciste d'Etat.

Victime d'un coup monté en 1982, accusé à tort du meurtre d'un policier à Philadelphie, Jamal était dans le collimateur des flics de cette ville depuis plus de 20 ans - depuis 1968, quand il y était le porte-parole du Black Panther Party (BPP), jusqu'à aujourd'hui, où il est connu pour être la « voix des sans-voix », un défenseur des pauvres et des opprimés (cf. l'article plus détaillé paru dans le *Bolchéviek* n° 102, juin.) Les flics n'ont pas abandonné le projet de le réduire au silence à jamais.

Depuis plusieurs mois, une campagne internationale se développe pour arracher

Jamal à la mort. Cette campagne a été lancée par le Partisan Defense Committee (PDC) aux USA et par ses organisations sœurs au Canada, Australie, Allemagne, Grande-Bretagne, France, Italie, Japon. Le PDC et ses organisations sœurs, tel le Comité de défense sociale (CDDS) en France, sont des organisations de défense légale et sociale, non sectaires, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), LCI. A ce jour, 26 000 personnes, non seulement dans les pays où sont présentes les sections de la LCI mais aussi en Pologne, en Argentine et au Mexique, ont signé la pétition réclamant la vie sauve pour Jamal, adressée au

gouverneur de l'Etat de Pennsylvanie. Aux USA, plusieurs meetings et rassemblements se sont tenus à l'appel du PDC attirant des centaines de personnes, pour la plupart ces « sans-voix » auxquels Jamal a donné la parole, et on a pu y entendre des témoignages émouvants de victimes de la terreur raciste d'Etat, d'anciens membres du BPP et de l'épouse de Jamal.

Dans le même temps, meetings et manifestations ont eu lieu dans d'autres pays où existent des sections de la LCI, rencontrant beaucoup de sympathie et de soutien. De nombreux journaux, comme en France *l'Humanité*, *l'Humanité-Dimanche* ou *Rouge*, ont consacré des articles en défense de Jamal. Le succès rencontré par cette campagne souligne le fait que pour beaucoup ce combat pour la

liberté, la justice et la vie entrain en résonance avec leur propre lutte contre le racisme et la réaction. Beaucoup de personnalités politiques, du monde du spectacle, écrivains, ainsi que de nombreuses organisations libérales et humanitaires, ont tenu à apporter leur soutien à la cause de Jamal (cf. le *Bolchéviek* n° 103).

Le PDC, le CDDS ainsi que les autres organisations de défense lutte de classe associées à chaque section de la LCI ne font aucune confiance à la « justice » bourgeoise raciste. Pour sauver la vie de Jamal, il faut mobiliser la puissance de la classe ouvrière. Et le mouvement ouvrier a apporté un très large soutien à sa cause. Dans plusieurs pays, de nombreuses organisations ouvrières et syndicats représentant plusieurs milliers de travailleurs, comme par exemple la CGT, se sont solidarisés avec cette campagne de défense.

Mais malgré cet immense et fraternel mouvement de solidarité, Jamal n'est pas encore sauvé. En dépit des murs froids de la prison, la détermination de Jamal à lutter contre l'oppression raciste est aussi énergique que lorsqu'il avait 16 ans et scandait « *Tout le pouvoir au peuple!* » Et ses articles en défense des pauvres et des opprimés victimes de la brutalité, de la terreur raciste, de l'hypocrisie de la bourgeoisie américaine continuent à circuler dans tous les USA. Et c'est cette lutte courageuse qu'il continue à exprimer par ces mots qu'il adresse du couloir de la mort : « *Votre voix internationale de protestation devient un doux chant d'espoir pour les milliers d'entre nous qui, aux Etats-Unis, nous retrouvons dans l'antichambre de la mort. Je suis honoré de me joindre à vous, et à ce noble combat.* »

La campagne continue. Envoyez des lettres et télégrammes exigeant « Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir! » au Gouverneur Robert Casey, Main Capitol Building, Room 225, Harrisburg, PA 17120, USA. (Adressez-en une copie au CDDS.) Contactez le CDDS, BP 202, 75822 Paris Cedex 17. La campagne pour sauver Jamal coûte et coûtera beaucoup d'argent. Envoyez vos chèques au CDDS à l'adresse ci-dessus, ou vos virements à : Comité de défense sociale, CCP 1 429 25 J - Paris.

Mobiliser le mouvement ouvrier pour empêcher le lynchage légal

Spartacist Canada



CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

BIEN-ÊTRE
LIBERTÉ

263, rue de Paris
93516 MONTREUIL CEDEX
Tel.: (1) 48.51.80.00
Télex: 214 182

DECLARATION DE LA CGT

La CGT exprime sa vive inquiétude sur le sort de MUMIA ABU JAMAL, défenseur des droits de la Communauté noire et des minorités aux USA, qui risque d'être exécuté dans les prochains jours.

SINDICATO NACIONAL DE TRABAJADORES DE LA EDUCACION

SECCION 10

Rep. de Colombia No. 6
Col. Centro

Tels. 529-41-63
529-27-04

ASUNTO: SALVAR LA VIDA DE MUMIA ABU-JAMAL

International Longshoremen's Association

.... Association

Affiliated with AFL-CIO and Canadian Labour Congress

LOCAL NO. 1414

221 N.E. Lathrop Avenue - Post Office Box 10
Savannah, Georgia 31402
Telephones 233-2944 - 232-8242 - Fax 238-8000

FEBRUARY 20, 1990

James C. Reid, President
Benjamin Bryan, Secretary

Partisan Defense Committee
Post Office Box 3132
Atlanta, Georgia 30302

SAVE THE LIFE OF MUMIA ABU-JAMAL!

Firemen and Deckhands' Union of New South Wales

CANADIAN UNION OF PUBLIC EMPLOYEES
METROPOLITAN VANCOUVER DISTRICT COUNCIL

(Chartered by Canadian Union of Public Employees - C.U.E.)
Affiliated with Canadian Union of Public Employees (British Columbia Division)

President: Rhonda Spence
Secretary-Treasurer: Heather Flesher

Address: Box 80719
Burnaby, BC
Telephone: V5H 3Y1

G. HALL
President

A bas la croisade anti-irakienne de Mitterrand !

8 septembre - Après le Tchad et le Liban, la France de Mitterrand est à nouveau aujourd'hui engagée dans une agression néo-coloniale, mais cette fois une aventure militaire qui risque d'être le prélude d'une troisième guerre mondiale. C'est en traînant les pieds que la bourgeoisie française, qui voit sombrer sa « politique arabe » (centrée sur l'Irak) et ses derniers délires de grande puissance, a emboîté le pas à l'offensive américaine dans le Golfe. Mais, même si le *Clemenceau* et la poignée d'hélicoptères et de légionnaires expédiés à ce jour font militairement parlant pâle figure à côté de l'énorme corps expéditionnaire américain, ils représentent la contribution meurtrière d'un impérialisme de seconde zone qui défend ses intérêts rapaces en tentant désespérément de ne pas se faire totalement exclure de l'« ordre nouveau » que Bush veut instaurer dans la région. Le devoir des ouvriers en France, comme dans les autres métropoles impérialistes, est de défendre l'Irak contre les menées guerrières de leurs propres exploités.

Déjà, le gouvernement Mitterrand donne un avant-goût du régime d'exception qui s'abattra en cas de guerre sur la « France des droits de l'Homme » : interdiction des manifestations de soutien à l'Irak, appel d'« union sacrée » aux travailleurs « pour partager équitablement [sic] les efforts imposés au pays » (Rocard, *l'Humanité*, 30 août), muselage des médias « invités » à « éviter de prendre le risque [sic] de servir les intérêts de la propagande d'une puissance étrangère » (Rocard, *le Monde*, 23 août). La presse « responsable » n'a pourtant pas attendu ce rappel à l'ordre pour vouer aux gémonies ce même régime irakien qu'elle présentait hier encore comme « le rempart de l'Occident contre le péril islamiste ». Mais dans ce pays où les travailleurs d'origine maghrébine - avec raison peu réceptifs aux appels bellicistes à l'« union sacrée » contre l'Irak - sont au cœur de la classe ouvrière, la mise au pas du mouvement ouvrier signifiera aussi, en temps de guerre, une explosion de terreur raciste contre l'« ennemi intérieur ».

Le passage du consensus pro-irakien au consensus anti-irakien a constitué un revirement d'autant plus acrobatique que jusqu'au début du mois d'août Saddam Hussein était encore, pour reprendre la formule consacrée des magouilles diplomatiques de la V^e République dans le monde néo-colonial, le plus précieux des « amis de la France ». Depuis plus de vingt ans, les gouvernements français successifs avaient tissé avec ce régime nationaliste sanguinaire des liens politiques, économiques et militaires étroits

qui avaient abouti, sous le gouvernement « de gauche » Mitterrand-Mauroy-Fiterman, à une véritable alliance militaire dans la guerre sordide entre l'Irak et l'Iran.

Les différents gouvernements Mitterrand n'avaient pas hésité à continuer à fournir à l'Irak en guerre contre l'Iran des dizaines de milliards de francs d'armes hautement sophistiquées, chars, canons, avions, missiles et gadgets électroniques en tous genres. En 1983, Mitterrand avait même poussé l'obligeance jusqu'à prêter à l'Irak des avions d'attaque Super-Etendard armés de missiles Exocet appartenant à la marine française, grâce auxquels les Irakiens avaient entrepris d'imposer à l'Iran de Khomeiny un « embargo » à leur façon, en coulant bas et sans sommation les navires de commerce - plusieurs centaines en tout. Rien ne semblait alors pouvoir perturber le mécanisme de cette « belle et bonne alliance », même pas le scandale international provoqué par les révélations sur l'utilisation massive d'armes chimiques par l'armée irakienne contre les troupes iraniennes et les populations civiles kurdes. (*Le Monde* du 7 septembre a même « découvert » - seulement aujourd'hui ! - qu'il y a quelques jours encore trois officiers de l'armée irakienne suivaient à l'université de Lyon une formation supérieure de « sciences et techniques industrielles de la chimie » !)

Pour l'impérialisme français, l'alliance avec l'Irak n'avait pas pour but essentiel

les « grands contrats » industriels et militaires, certes juteux pour quelques grandes entreprises, mais payés en grande partie par l'argent du contribuable français. En fait, le régime de Saddam Hussein était devenu rien moins que le pivot de la « politique arabe » de la V^e République, laquelle visait à rétablir l'influence de la France dans une région stratégique où elle fut une des principales puissances coloniales. Après la Deuxième Guerre mondiale et notamment après le fiasco de 1956 de l'expédition coloniale de Suez (menée conjointement avec la Grande-Bretagne et Israël) contre le régime nationaliste égyptien de Nasser (lui aussi qualifié à l'époque de « Hitler » par le gouvernement du social-démocrate Mollet), l'impérialisme français a pu reprendre pied dans les pays arabes dans les années 60-70 ; mais c'est essentiellement parce que l'impérialisme alors principal - les USA - était empêtré dans sa sale guerre du Vietnam. Car, malgré les rêves des dirigeants chauvins du PCF sur l'« indépendance » et la « grandeur » de la France (capitaliste !), l'impérialisme français n'a les moyens que de ronger les os que lui laissent les impérialismes plus puissants. Et aujourd'hui, pour espérer ramasser quelques miettes, ce dangereux charognard ne peut finalement que s'aligner au Moyen-Orient sur les USA, comme en Europe il s'aligne sur l'Allemagne.

La direction du PCF multiplie des déclarations contre une « solution mili-

taire » dans le Golfe, mais elle participe en fait honteusement au consensus contre l'Irak, *l'Humanité* du 22 août reprenant même à son compte, dans un éditorial signé Yves Moreau, la déclaration de Mitterrand que « tous les effets de l'embargo devraient aller à leur terme » - c'est-à-dire soumettre l'Irak aux diktats des bandits impérialistes ! Comme le dit Marchais lui-même, le PCF se détermine « par rapport aux intérêts de la France » (*l'Humanité*, 8 septembre), et pour sauver les intérêts de la France impérialiste au Moyen-Orient, il se tourne, tour à tour vers l'ONU, Mitterrand, Gorbatchev - avec le désespoir de celui qui est en train de se noyer. Le tout avec moult déclarations anti-américaines - l'« anti-impérialisme » du chauvin français !

Quant à l'« extrême gauche », LO comme la LCR dénoncent l'expédition occidentale, mais elles évitent de se prononcer sur la question fondamentale de quel camp il faut prendre, préférant s'étendre longuement sur les crimes - par ailleurs bien réels - de Saddam Hussein. Mais aujourd'hui une défaite de l'Irak semi-colonial signifierait sa totale mise en esclavage et un renforcement dangereux de l'impérialisme. LO, déjà avec son refus scandaleux de défendre la Libye face à l'agression américaine de 1986, est coutumière de ce genre de capitulations à l'opinion publique bourgeoise. Dans *Rouge*, on trouve facilement des appels à la mobilisation des peuples pour renverser les Saddam Hussein, mais pas le moindre appel à des mobilisations ouvrières dans les métropoles impérialistes contre leurs gouvernements fauteurs de guerre, en défense de l'Irak. Nous, trotskystes, disons : Il faut briser le blocus de l'Irak ! Impérialistes hors du Golfe ! ■

Lettre au Kremlin

Levez l'embargo sur les armes à l'Irak !

9 août 1990

A l'Ambassade de l'Union des républiques socialistes soviétiques Washington D.C. et Paris

A la Mission de l'URSS auprès des Nations Unies

Chers Ambassadeurs,

Les impérialistes américains ont saisi le prétexte d'un trouble local dans le Golfe arabo-persique pour étendre considérablement la puissance militaire des Etats-Unis. Face à cette escalade provocatrice impérialiste, la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) exige que le gouvernement soviétique abroge immédiatement son embargo sur les armements destinés à l'Irak. La provocation des Etats-Unis est un piège pouvant déclencher une guerre mondiale et représente un grave danger pour toute l'humanité.

Avec une hypocrisie sans bornes et au nom de la « liberté », les Etats-Unis cherchent à s'assurer le contrôle des ressources mondiales en pétrole. L'établissement, pour la première fois, de bases militaires américaines en Arabie

saoudite et l'embargo naval dont le but est de réduire l'Irak par la faim, mettent en danger non seulement cette région volatile, mais l'Union soviétique elle-même. Le déploiement de la puissance américaine dans la région a resserré l'encerclement de l'Union soviétique par les forces extrêmement hostiles de l'impérialisme.

Poussé par d'étroits intérêts diplomatiques, le gouvernement soviétique a précédemment signé un traité d'amitié avec Saddam Hussein, boucher de milliers de militants ouvriers, de membres du Parti communiste et de membres de la minorité kurde. Et pourtant, maintenant que l'Irak est sérieusement menacé par l'impérialisme, le gouvernement soviétique soutient les sanctions des Nations Unies contre l'Irak et semble prêt à « coopérer » avec les bellicistes de la Maison Blanche. C'est une trahison des intérêts de l'Etat soviétique et des travailleurs soviétiques et du monde entier.

La LCI (quatrième-internationaliste) pense que les ouvriers du monde sont opposés à la guerre sordide que se livrent cheiks et colonels réactionnaires pour le contrôle des champs de pétrole. Mais nous accordons beaucoup de prix aux profits soutirés de la sueur des

ouvriers du pétrole, depuis le Golfe jusqu'à la mer du Nord en passant par le Golfe du Mexique : notre intérêt est que cette richesse revienne aux travailleurs du monde. Nous disons : Etats-Unis hors du Golfe ! Nous, trotskystes, nous prononçons pour la défense de l'Etat ouvrier soviétique contre l'impérialisme, exigeons que l'URSS abroge son embargo sur les armements destinés à l'Irak et envoie à ses anciens alliés de Bagdad les armes dont ils ont besoin pour écarter du pétrole la main de Washington.

Le gouvernement soviétique a lutté jusqu'à la victoire pour préserver les champs pétrolifères de Bakou des mains des impérialistes. Nous devons déployer des efforts importants dans la présente situation.

Fraternellement,

Helene Brosius
Secrétaire internationale

cc: Général d'armée B.V. Snetkov
Commandant en chef
Groupe des forces soviétiques en Allemagne
Zossen-Wünsdorf

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Josic Thanner, Jean Thimbault.
REALISATION : François Donau.
REVISEUR-REDACTEUR : Carine Gance.
DIFFUSION : Jean-Luc Etchart.
DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.
Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Routage de Paris
5, chemin des Fruitières
93200 La Plaine-St-Denis
Commission paritaire : n° 59267
Distribué par les NMPP
Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Allemagne...

Suite de la page 1

travailleurs étrangers sous contrat en RDA s'annonce sombre; beaucoup ont déjà été licenciés, et les attaques racistes de la part d'éléments fascistes contre des Mozambicains et Vietnamiens sont chaque semaine plus nombreuses et violentes.

La RDA était ce que nous, trotskystes, appelons un Etat ouvrier déformé. Cela signifie que l'économie y était basée sur les formes de propriété collectivisée qui sont celles du pouvoir du prolétariat, mais qu'en même temps le pouvoir politique s'y trouvait entre les mains d'une bureaucratie étroite et conservatrice dont la politique était résumée par la doctrine nationaliste stalinienne du «socialisme dans un seul pays» – ou plutôt, s'agissant de la RDA, dans une moitié de pays. Au lieu de chercher à étendre la révolution socialiste dans le reste du monde, comme le faisaient l'Union soviétique et l'Internationale communiste sous la direction de Lénine et Trotsky, les staliniens est-allemands, derrière Walter Ulbricht puis Honecker, ont essayé de tenir le capitalisme en respect par des moyens purement militaires et administratifs, dont le Mur de Berlin fut le parfait exemple. Mais après avoir été pendant quarante ans soumis au travail de sape des produits capitalistes à bon marché, le régime Honecker a fini par s'effondrer à l'automne dernier, et sa chute a représenté la banqueroute définitive du stalinisme.

Avec le traité d'union monétaire, la RDA est passée sous le contrôle économique des capitalistes ouest-allemands. C'est maintenant la Bundesbank, la banque centrale de RFA, qui contrôle la monnaie. Quant aux entreprises nationalisées, même celles qui n'ont pas encore été transformées en sociétés par actions, sont maintenant gérées par un «organisme de tutelle» (*Treuhandanstalt*) qui collecte les bénéfices et distribue les fonds en fonction des intérêts des capitalistes, notamment en offrant à des repreneurs des entreprises à des prix dérisoires et en en fermant d'autres. Comme ceux de RFA, les travailleurs de RDA subissent donc maintenant l'exploitation capitaliste. Même si une proportion importante des entreprises sont toujours nationalisées, elles sont maintenant gérées dans l'intérêt du capital, et il n'y a par conséquent plus d'économie collectivisée. La destruction de l'Etat ouvrier est-allemand représente une défaite sérieuse pour le prolétariat international.

Mais si les capitalistes aujourd'hui se frottent les mains en pensant aux futurs profits, un retour de manivelle pourrait être brutal. Car les bases pour une lutte de classe commune des ouvriers de l'Est et de l'Ouest ont été jetées. Les dirigeants du syndicat ouest-allemand IG Metall sont toujours en train de négocier les 35 heures à l'Ouest, tandis que la nouvelle association des employeurs est-allemands refuse d'accorder la semaine de 40 heures. Au lieu de grèves d'aver-



Photos Der Spiegel

Ci-dessus, des chars soviétiques se retirant de RDA. Le feu vert donné par Gorbatchev (à gauche, avec Kohl) au Quatrième Reich menace l'URSS elle-même – un pas vers une troisième guerre mondiale.

tissement» qui ne font que dissiper la combativité des travailleurs, les ouvriers combattifs doivent lutter pour des actions communes à l'Est et à l'Ouest qui permettent au puissant prolétariat allemand de montrer et d'affirmer sa puissance. Nos camarades du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD), qui a été la seule organisation à s'opposer à la réunification capitaliste, combattent pour une telle perspective internationaliste; ils sont aujourd'hui au premier rang du combat pour défendre les travailleurs d'origine étrangère et les droits des femmes, exprimer leur solidarité avec les soldats soviétiques et montrer la voie de la lutte de classe contre un Quatrième Reich.

Le Munich de Gorbatchev

Deux semaines après l'entrée en vigueur du traité d'union monétaire, le 16 juillet, Gorbatchev et le chancelier Kohl, dans un communiqué commun, annonçaient que l'Allemagne réunifiée appartiendrait à l'alliance antisoviétique de l'OTAN. Le Kremlin donnait ainsi le dernier feu vert à la mise en place d'un nouvel empire allemand. Malgré tout le battage promettant que, cette fois, le Quatrième Reich de l'impérialisme allemand sera «doux comme un agneau», ce message donne des sueurs froides à pas mal de gens, et pas seulement en Union soviétique.

Avec la crise finale du stalinisme dans toute l'Europe de l'Est, on affirme à l'Est comme à l'Ouest que la guerre froide est terminée; et dans les cercles dirigeants de l'impérialisme, on proclame triomphalement l'avoir gagnée. Mais si le monde sort de l'époque de l'après-guerre, c'est pour entrer dans une nouvelle période d'avant-guerre. La division de l'Europe, entérinée en 1945 à Yalta et à Potsdam, reflétait le fait que l'Armée rouge venait d'écraser le régime nazi. La mise en place en Europe d'un nouvel ordre impérialiste, dominé par une Allemagne réunifiée au sein de l'OTAN, représente un grand pas vers une troisième guerre mondiale.

Lors du sommet impérialiste de Houston, en juillet dernier, on a pu déjà cons-

tater la montée des tensions entre l'Amérique sur le déclin et les blocs menés respectivement par une Allemagne et un Japon qui montent en puissance. Et tandis que le chancelier de Bonn déclarait: «Pourquoi les Allemands et l'Union soviétique ne seraient-ils pas les premiers à conclure un pacte de non-agression [...]»?», Gorbatchev commentait l'accord qu'il venait de conclure avec Kohl en évoquant avec lyrisme l'entrée dans une époque de «paix solide et prolongée». Tout cela évoque irrésistiblement le premier ministre britannique Neville Chamberlain, en 1938, brandissant l'accord de Munich en proclamant qu'il venait de garantir «la paix pour notre époque». Et le dernier «pacte de non-agression» germano-soviétique a été le prélude de l'Opération Barbarossa – l'attaque lancée par Hitler en juin 1941 contre l'URSS.

Au début de cette année, le président soviétique affirmait encore que l'appartenance d'une Allemagne capitaliste réunifiée à l'OTAN était «absolument hors de question». Mais Gorbatchev est apparemment un stalinien qui ne sait pas dire non. Monsieur Da explique que son changement de position a été rendu possible par le sommet de l'OTAN qui s'est tenu début juillet à Londres, et où les dirigeants impérialistes ont prononcé quelques bonnes paroles sur leur «attachement à la paix», tout en gardant fermement le doigt sur la gâchette nucléaire. Les chefs de l'OTAN ne se sont même pas engagés formellement à ne pas utiliser les premiers les armes nucléaires – une position adoptée depuis des années par le Pacte de Varsovie; ils ont seulement promis d'éviter d'employer des armes nucléaires contre l'Union soviétique, sauf «en dernier ressort».

Gorbatchev appelle ça de la «Realpolitik». Avec cet accord, l'OTAN a obtenu un engagement inconditionnel des Soviétiques à retirer toutes leurs troupes d'Allemagne de l'Est avant fin 1994. Les Soviétiques n'ont rien obtenu sinon une promesse de réduire d'environ 100 000 soldats les effectifs de la Bundeswehr, qui

passerait à 370 000 hommes. Cela a été présenté comme une réduction de 45% du nombre de soldats allemands – en faisant entrer en ligne de compte les anciens effectifs d'une armée est-allemande qui sera de toute manière épurée et désarmée quand la réunification aura été parachevée. En attendant, l'arsenal nucléaire de l'OTAN va demeurer sur le sol allemand, et les unités allemandes qui font partie du commandement intégré de l'OTAN avanceront jusqu'à la frontière polonaise.

L'Union soviétique a perdu plus de vingt millions de citoyens pour repousser les envahisseurs nazis et libérer l'Europe de l'Est du Troisième Reich. La mémoire de tels événements ne disparaît pas facilement. Un ancien combattant déclarait avec amertume: «Je peux accepter que l'Allemagne devienne à nouveau une seule nation. Mais pourquoi veulent-ils rejoindre une alliance qui nous est opposée? J'ai peur que l'histoire ne se répète.» Un autre citoyen soviétique exprimait son mécontentement: «C'est une chose que d'avoir perdu la guerre froide. Mais nous ne voulons pas avoir le sentiment que nous avons perdu aussi la Deuxième Guerre mondiale.» Gorbatchev fait à n'en pas douter tout son possible pour que les Soviétiques aient ce sentiment.

Bonn: c'est nous qui avons l'argent

Pour le moment, ce qui va menacer directement l'Union soviétique, c'est l'expansionnisme du capital allemand. Pour se justifier d'être allé seul négocier l'accord avec Moscou, le ministre des Affaires étrangères ouest-allemand Genscher explique: «De toute façon, les Russes savent que nous sommes les principaux bailleurs de fonds» (*Der Spiegel*, 16 juillet). Mais au bout du compte, l'expansion économique impérialiste devra être défendue militairement. Après avoir finalement accepté de reconnaître la frontière de la ligne Oder-Neisse avec la Pologne, et maintenant que l'Allemagne tout entière va appartenir à l'OTAN, Kohl aurait déclaré: «De ce fait, un vide certain est créé en direction de l'Est.» Et qui va donc remplir ce «vide»?

Il n'est pas surprenant que la ré-émergence de l'Allemagne comme grande puissance commence à faire de l'ombre à ses propres alliés. Nicholas Ridley, un ministre de Thatcher, a provoqué une tempête diplomatique en dénonçant un «racket des Allemands pour prendre le contrôle de l'Europe entière» (où les Français «se comportent comme les caniches des Allemands») et déclarant qu'il était plus nécessaire que jamais pour la Grande-Bretagne de préserver l'«équilibre des forces» en Europe «avec une Allemagne tellement arrogante». Le comte Otto von Lamsdorff laissa perfidement tomber que son congénère aristocrate en Angleterre «ne s'était pas remis de la défaite infligée à l'Angleterre par les Allemands dans le Mondiale». Et Thatcher, à contre-cœur, dut limoger un de ses plus proches conseillers.



Peter Thomann

La Bundeswehr ouest-allemande lors du 25^e anniversaire de l'OTAN.

Si l'affaire Ridley fit du bruit, c'est que celui-ci, pour reprendre le titre de l'interview fatidique dans le *Spectator* du 14 juillet, avait « dit ce qu'on ne doit pas dire sur les Allemands » – du moins en public. Mais en annonçant l'arrangement avec Gorbatchev comme un accord bilatéral, et non dans le cadre des discussions « quatre plus deux » (réunissant les quatre puissances occupantes de l'après-guerre et les deux Etats allemands), Kohl envoyait un message qui n'a échappé à personne. Aux Etats-Unis, le représentant démocrate Lee Hamilton grognait : « Après ça, il est plus clair que jamais que les Allemands dirigent la politique occidentale vis-à-vis de l'Union soviétique. » Le *New York Times* du 18 juillet exprimait le malaise qui régnait à la Maison-Blanche dans un titre acerbe : « Bush déclare qu'il ne se sent pas laissé hors du coup par Gorbatchev et Kohl. »

Au cours des six derniers mois, les stalinien du Kremlin ont présidé au renversement des résultats des victoires de l'Armée rouge pendant la Deuxième Guerre mondiale. En réalité, l'accord avec Kohl ne fait que mettre les points sur les i après l'acquiescement de Gorbatchev au projet d'annexion de l'Allemagne de l'Est par l'Allemagne de l'Ouest, en février dernier. Le PDS est-allemand, le parti stalinien alors encore au pouvoir, s'aligna sur Moscou et capitula devant la campagne menée par Kohl pour l'union monétaire. Le PDS pavait ainsi la voie à la victoire pour un Quatrième Reich que furent les élections du 18 mars au *Volks-*



Banderole des trotskystes allemands à la manifestation antifasciste du 30 décembre 1989 à Berlin-Est. A droite, l'affiche du SpAD pour les élections du 18 mars : « Non à la réunification capitaliste ! »

—Wählt—
SPARTAKIST

Nein zur kapitalistischen Wiedervereinigung!

- Für Brüche und Föderationsverträge... (text continues)
- Für eine proletarische Revolution... (text continues)
- Für die Abschaffung des Faschismus... (text continues)
- Für die Abschaffung des Imperialismus... (text continues)
- Für die Abschaffung des Militarismus... (text continues)
- Für die Abschaffung des Kapitalismus... (text continues)
- Für die Abschaffung des Imperialismus... (text continues)
- Für die Abschaffung des Militarismus... (text continues)
- Für die Abschaffung des Kapitalismus... (text continues)

Für ein Arbeiterrätedeutschland!
Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

Spartakist, Kottbuscher-Tempel, Puschkinallee 5, Berlin 1103, 1. Stock, Neben 19

Gysi a cherché aussi à exploiter le nationalisme allemand avec la proposition faite par le PDS d'un référendum dans toute l'Allemagne sur l'appartenance du pays réunifié à l'OTAN. Il s'est ainsi placé dans le même camp que certaines des pires forces revanchistes, qui veulent voir l'Allemagne devenir une superpuissance indépendante (et qui pendrait haut et court tous les communistes qu'elle pourrait trouver). De tels appels au référendum sont un refrain permanent de la part du PDS et des nationalistes libéraux

Avec l'effondrement des régimes stalinien en Europe de l'Est, l'Union soviétique se retrouve une fois de plus isolée, encerclée et en danger. Mais alors que toutes les tendances du stalinisme restent prostrées devant la marche en avant des impérialistes, la classe ouvrière commence à se réaffirmer comme une force avec laquelle il faut compter. Ainsi, confrontés aux conséquences de l'introduction du capitalisme, les travailleurs est-allemands commencent à se mobiliser pour se défendre. Dès le 2 juillet, quelque 20 000 métallurgistes de l'agglomération berlinoise ont participé à des « grèves d'avertissement », notamment à l'usine de camions de Ludwigsfelde et à l'aciérie de Hennigsdorf. Près d'un millier d'ouvriers du Kombinat Schwarze Pumpe, un groupe industriel du secteur de l'énergie, ont bloqué la circulation et séquestré le ministre est-allemand de l'Economie Pohl pour exiger la garantie de l'emploi. Le 4 juillet, plusieurs centaines de milliers de métallurgistes ont manifesté à Schwerin, dans le nord de l'Allemagne de l'Est, tandis que les ouvriers des chantiers navals et les dockers du port de Rostock débrayaient. Le lendemain, c'était au tour des ouvriers de la métallurgie et de la sidérurgie de Leipzig et de Halle, dans le sud. Le 5 juillet, environ 120 000 ouvriers métallurgistes de la région de Berlin-Brandebourg arrêtaient le travail et manifestaient – l'action ouvrière la plus importante depuis des années en RDA. Cette combativité ouvrière pourrait bien prélude à un « automne chaud » de lutte de classe. De plus, la bourgeoisie ne dispose pas encore à l'est de l'Elbe d'un appareil policier et militaire pour défendre son pouvoir de classe. Dans cette situation qui reste fluide, des luttes ouvrières de masse pourraient provoquer la formation d'organes de double pouvoir de type conseils ouvriers.

La Pologne aussi a connu, en juin, une importante grève des cheminots, et le mécontentement social y est aujourd'hui général (cf. dans ce numéro le reportage page 9). En Union soviétique, qui se débat dans une profonde crise sociale, les mineurs de charbon, qui avaient fait la démonstration de leur puissance au cours de la grève de l'été 1989, se sont à nou-

veau mobilisés pour une grève de protestation d'une journée, le 11 juillet dernier. Cependant, il apparaît que les dirigeants des mineurs se trouvent sous l'influence du démagogue pro-capitaliste Eltsine et d'autres individus du même acabit. Un dirigeant du conseil des comités ouvriers du bassin de Kouznetsk déclarait que cette grève était destinée à « soutenir le gouvernement de la République de Russie et son programme » (*Les Nouvelles de Moscou*, 13-19 juillet). Les luttes ouvrières qui se mènent dans l'ex-bloc soviétique vont dans tous les sens. L'unité révolutionnaire historique des prolétariats allemand, polonais et soviétique doit être reforcée et, pour en montrer la voie, il faut une direction clairement prolétarienne.

La faillite du mensonge stalinien du « socialisme dans un seul pays » est définitivement démontée, et la bureaucratie (dont cette formule représentait l'idéologie) est elle aussi en pleine déconfiture. Mais le communisme authentique exprime les intérêts de la lutte de classe internationale et se trouve régénéré par chaque bataille de classe sérieuse. De la Corée à l'Europe de l'Est en passant par l'Afrique du Sud, la lutte de classe vit.

Le spectre d'un Quatrième Reich rappelle que pour l'humanité le temps est compté. Si l'on ne veut pas que la civilisation soit anéantie dans l'apocalypse nucléaire d'une nouvelle guerre mondiale, la classe ouvrière doit forger un parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste capable de débarrasser le monde du système impérialiste de guerre et d'exploitation. Il y a presque soixante ans, Trotsky écrivait dans son essai « La Quatrième Internationale et l'URSS. La nature de classe de l'Etat soviétique » (1^{er} octobre 1933) : « Le problème de la révolution mondiale, comme le problème de l'Union soviétique, se résume en une seule et même brève formule : QUATRIEME INTERNATIONALE ! » (*Oeuvres*, tome 2). Le combat que mène aujourd'hui la Ligue communiste internationale pour reforcer la Quatrième Internationale est crucial.

– Adapté de *Workers Vanguard* n° 506 et n° 507



Les travailleurs est-allemands manifestent, le 6 juillet, contre les menaces que la réunification capitaliste fait peser sur leur emploi et leur niveau de vie.

kammer, le parlement est-allemand. Le premier ministre du PDS, Hans Modrow, joignit sa voix à celles de Kohl et des pires nationalistes de la Grande Allemagne en proclamant « *Deutschland, einig Vaterland* » [l'Allemagne, une seule patrie].

Aujourd'hui, le président du PDS Gregor Gysi applaudit à la dernière en date des capitulations de Gorbatchev, en prenant argument du renoncement de l'Allemagne de l'Ouest aux armes ABC (atomiques, bactériologiques, chimiques), de la limitation des effectifs de l'armée et de la reconnaissance de la frontière polonaise. Ces engagements seront à peu près aussi efficaces que les limitations imposées aux flottes de guerre par les accords de Washington et de Genève dans les années 1920, ou que le pacte Kellogg de 1928 qui proclamait le renoncement à la guerre « en tant qu'instrument de politique nationale ». Ces chiffons de papier n'ont pas empêché la Deuxième Guerre mondiale, pas plus que les « obligations des traités » n'ont empêché Hitler de faire occuper par la Wehrmacht en 1936 la Rhénanie « démilitarisée ». De même, les promesses de Kohl de ne pas introduire sur le territoire de l'ex-RDA les armes nucléaires de l'OTAN n'en feront pas une région « dénucléarisée ». Hitler n'avait pas seulement reconnu les frontières de la Pologne, il avait signé un pacte de « non-agression » avec ce pays dès 1933!

de RDA, comme Neues Forum, qui appelaient précédemment à un plébiscite le 17 juin sur la constitution pour la RDA élaborée par la « Table ronde » aujourd'hui disparue. Les stalinien banqueroutiers et leurs compagnons de route front-populistes impuissants agissent en tout comme si l'impérialisme allemand allait sérieusement autoriser que ses intérêts soient affectés par ce genre d'habillage démocratique.

Pour l'unité révolutionnaire des travailleurs allemands, polonais et soviétiques !

L'accord Kohl-Gorbatchev a suivi de quelques jours le XXVIII^e congrès du PC soviétique, début juillet. A ce congrès, le président soviétique a essuyé un tir de barrage de la part des « durs » stalinien comme Ligatchev et d'une partie du haut-commandement soviétique pour avoir livré l'Allemagne de l'Est à l'Occident. Gorbatchev leur répondit en demandant s'ils étaient prêts à envoyer des chars pour arrêter l'unité allemande. Ayant infligé une sévère défaite à l'opposition « conservatrice », Gorbatchev avait les mains libres pour aller jusqu'au bout avec Kohl. Au même moment, le président de la République de Russie Boris Eltsine et les maires de Moscou et de Leningrad démissionnaient du parti, mettant ainsi à l'ordre du jour une scission en profondeur dans la bureaucratie.



Berlin-Est, 30 avril – Rassemblement en défense du droit à l'avortement mis en danger par le Quatrième Reich.

Cinquantenaire de l'assassinat de Trotsky

Le trotskysme dans l'URSS d'aujourd'hui

Le discours dont nous publions ci-dessous de très larges extraits a été prononcé le 21 août dernier au Musée Trotsky de Coyoacán, au Mexique, par Jan Norden, rédacteur en chef de Workers Vanguard, journal de nos camarades américains de la Spartacist League, au cours d'une série de conférences commémorant le cinquantième anniversaire de l'assassinat de Trotsky.

Cinquante ans après l'assassinat de Léon Trotsky, nous assistons à l'effondrement du stalinisme en Europe de l'Est et à une crise profonde en Union soviétique. Les idéologues de l'impérialisme ont cru pouvoir déclarer la « mort du communisme » et même, de la part d'un pseudo-scientifique du Département d'Etat, la « fin de l'Histoire ». Mais bien qu'ils aient déjà rédigé la chronique de cette mort annoncée, comme aurait dit Gabriel García Marquez, et malgré le tintamarre triomphaliste des médias capitalistes, l'annonce de cette mort est, comme ironisait Mark Twain, prématurée.

Qu'est-ce que le trotskysme ? C'est le communisme, c'est la continuité du léninisme et du marxisme face à son antithèse, le stalinisme. Et en tant que tel, il constitue le programme révolutionnaire pour la survie de l'Union soviétique en retournant à ses racines révolutionnaires et internationalistes. Aujourd'hui, tout un chacun se proclame antistalinien, à l'exception de la fameuse Nina Andreeva ou peut-être des disciples de Lombardo Toledano qui veulent toujours dépeindre Trotsky comme « égoïste, obscène et prétentieux ». Trotsky est maintenant souvent présenté, ainsi que le faisait hier *La Jornada*, comme le « prophète de la perestroïka » ; ce qu'il n'était absolument pas. Après en avoir fait le diable, ils veulent maintenant le transformer en fausse icône. Ce qui est vrai, c'est que Lev Davidovitch [Trotsky] s'est battu, jusqu'à son assassinat par un agent de Staline, contre la perversion du bolchévisme par son usurpateur, alors que d'autres restaient silencieux, capitulaient ou se rendaient complices des crimes infâmes perpétrés contre la classe ouvrière.

Derrière la soi-disant unité antistalinienne, il y a de profondes divisions de classe. Quelques-uns, tels que les nouveaux maires de Leningrad et de Moscou Anatoli Sobchak et Gavril Popov, non seulement rejettent Staline mais également Lénine et la révolution d'Octobre. Ainsi, des partisans de Sobchak cherchent à remplacer le nom même de Leningrad par celui qui était donné à cette ville sous le tsar. Et on dit maintenant qu'un des plus fameux historiens « antistaliniens » Iouri Afanassiev, participe à une procédure judiciaire qui, sans vergogne, a pour but de déclarer illégale la prise du pouvoir par les bolchéviks en 1917 ! Bien qu'Afanassiev fût parmi les premiers à parler de Trotsky, de cette « page blanche » dans l'historiographie soviétique, il est évident qu'avec sa politique social-démocrate il poursuit des buts clairement contre-révolutionnaires.

En le défigurant, ils peuvent avaler un Léon Trotsky, le premier combattant



Léon Trotsky prononçant un discours à Copenhague, en 1932.

antibureaucratique ; mais le Trotsky auteur de *la Révolution permanente*, celui qui appelait à l'opposition prolétarienne au front populaire de collaboration de classes, celui qui combattit Staline parce que ce dernier était l'assassin du Parti bolchévique et le fossoyeur de l'Internationale communiste – ce Trotsky-là, ils le haïssent.

Aujourd'hui, les bureaucrates « réformistes » au Kremlin trahissent les luttes des opprimés, de l'Afghanistan et de l'Amérique centrale à l'Afrique du Sud et à l'Angola. Et dans le Golfe, ils agissent de concert avec l'intervention américaine qui cherche à s'emparer du pétrole. Ce sont là les fruits de la soi-disant « co-existence pacifique », la tentative des impérialistes yankees de s'emparer du monde entier – ce qui pourrait bien provoquer une guerre et menacer également

l'Union soviétique. Et parmi les cibles de premier choix de ceux qui se sont proclamés gendarmes du monde, il y a le Mexique où ils enlèvent sans vergogne des médecins et cherchent à s'emparer de l'économie avec un marché commun nord-américain. Nous, de la Ligue communiste internationale, nous défendons fermement l'indépendance du Mexique et, tout en dénonçant le meurtrier des communistes, des chiïtes et des Kurdes, Saddam Hussein, nous défendons l'Irak contre l'agression impérialiste.

Les gorbatchéviens, qui renient l'héritage du bolchévisme, font de Nikolai Boukharine, en qui ils voient le précurseur de la perestroïka, leur nouvelle idole. D'ailleurs en ce moment même où nous nous réunissons sur les lieux de l'assassinat de Trotsky, des réalisateurs soviétiques sont à Hollywood pour tourner un

film sur la vie de Boukharine. C'est logique : alors que Trotsky se déclarait en faveur d'une politique d'industrialisation organique et d'une collectivisation volontaire à la campagne, Boukharine, s'adressant aux koulaks, les paysans riches, mettait en avant le mot d'ordre : « Enrichissez-vous ! » Et ces éléments petits-bourgeois appartenant ou sortant de la bureaucratie – une couche de « yuppies » soviétiques – sont pressés de s'enrichir. Bien sûr, ceux qui aujourd'hui voient dans l'économie de marché, c'est-à-dire l'introduction du capitalisme, le moyen de sortir du stalinisme banqueroutier, ne disent pas que Boukharine était secondé par Staline et qu'ils ont amené l'URSS au bord du désastre. Si Boukharine et sa politique de conciliation des éléments pro-capitalistes avaient gagné, l'Union soviétique n'aurait pas survécu à l'invasion nazie, ce qui aurait eu des conséquences incalculables pour l'histoire de l'humanité.

Pour les ouvriers soviétiques qui veulent préserver les acquis de la Révolution bolchévique afin de développer un socialisme authentique, l'alternative au lourd fardeau de la planification bureaucratique qui a ruiné l'économie ne réside pas dans le chaos du capitalisme, avec son chômage et ses destructions des forces productives, mais réside au contraire dans une économie planifiée avec une démocratie soviétique où les travailleurs eux-mêmes décident et non une caste parasitaire de bureaucrates privilégiés. Ceci, ils le découvriront, était le programme de l'Opposition de gauche dirigée par Léon Trotsky.

Le diable s'appelle toujours Trotsky

Nombre de chercheurs soviétiques manifestent aujourd'hui un intérêt à l'étude des zones de leur propre histoire qui étaient interdites auparavant. Et bien sûr le principal « espace blanc » dont parle Gorbatchev est Léon Trotsky. En grande partie, nous pouvons dire qu'ils sont petit à petit en train de redécouvrir ce dont Max Eastman parlait dans son livre *Since Lenin Died*, qui était déjà écrit en 1925. Je voudrais ici ne parler que d'un des aspects de la discussion qui se poursuit : le fait curieux qu'alors même que les mensonges grossiers des Procès de Moscou ont été discrédités, ils continuent à condamner Trotsky. Ce n'est pas un accident.

Pendant des dizaines d'années pour les staliniens de tous poils, des partis communistes pro-Moscou « orthodoxes » jusqu'à l'hétérodoxe Mao Zedong en passant par Fidel Castro, *The Devil Was Called Trotsky* [le Diable s'appelait Trotsky], pour reprendre le titre d'un livre du caricaturiste Rius. A l'ère de la glasnost, cette évaluation n'a pas beaucoup changé. Ainsi, en réponse à un article publié à la mi-87 dans le magazine ouest-allemand *Der Spiegel*, qui affirmait que le fantôme de Trotsky continue à hanter les salles des universités et des instituts en Russie où le révolutionnaire de renommée mondiale fait toujours figure de légende, le journal *Sovietskaïa Rossia* (17 septembre 1987) publiait un bestiaire signé par le professeur V. Iva-

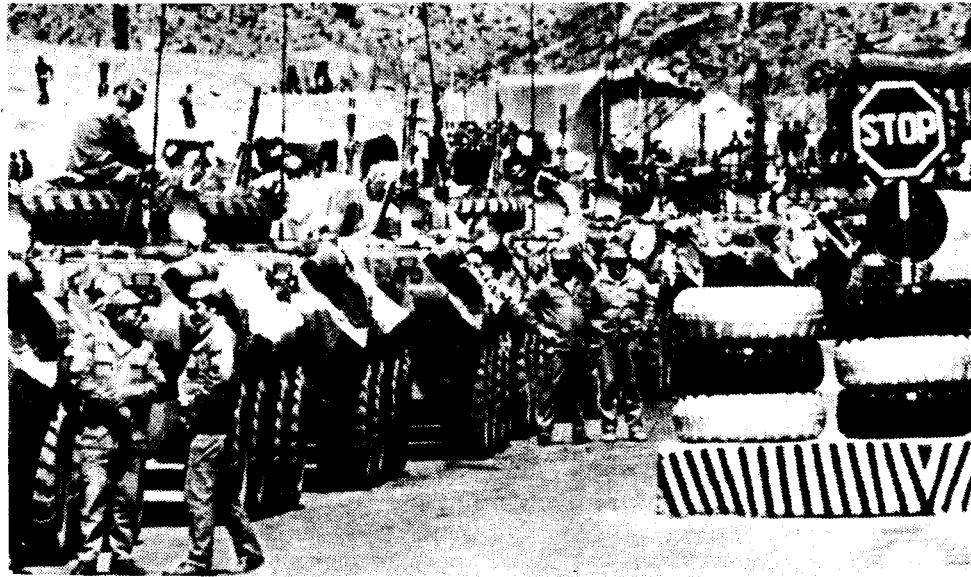


Août 1940, les trotskystes américains saluent la mémoire du dirigeant de la Quatrième Internationale que Staline vient de faire assassiner.

nov, sous le titre *Repeignant Juda*, dans lequel tous les vieux immondices stali- niens sont complaisamment réutilisés.

Mais même l'historien militaire « anti- stalinien », le lieutenant-général Dimitri Volkogonov, qui s'efforce de présenter une image plus « équilibrée », a publié une année plus tard un long article sur Trotsky (*Pravda*, 9 septembre 1988) sous le titre « Le démon de la révolution ». Voici comment il décrit le co-dirigeant, avec Lénine, de la révolution d'Octobre, le président du Soviet de Pétrograd, le dirigeant militaire de l'insurrection et plus tard le fondateur de l'Armée rouge ! Récemment, Volkogonov lui-même révélait dans le journal italien *La Stampa* (26 juillet) qu'il avait découvert un document dans lequel Staline donnait l'ordre d'assassiner Trotsky. L'ordre, qui a été retrouvé dans les archives du NKVD, date de 1934, c'est-à-dire l'époque de l'assassinat de Kirov, et est contresigné par Vorochilov, Molotov et Ordjonikidzé, alors membres du politburo et qui donc partagent une responsabilité personnelle dans le crime.

Même s'il reconnaît à Trotsky le statut de « deuxième personnage de la révolution et de la guerre civile », le général éclairé arrive à la conclusion, qu'il décrit comme « paradoxale », que « le plus grand des trotskystes était Staline ». Et aujourd'hui, nous lisons dans les journaux une évaluation similaire de l'ambassadeur



Nickelsberg/Time

Le retrait de l'Armée rouge d'Afghanistan est une trahison des peuples afghans et soviétiques – le fruit de la politique stalinienne de « coexistence pacifique » avec l'impérialisme.

dans son bref discours annonçant la prise du pouvoir : « Nous devons aujourd'hui nous consacrer en Russie à l'édification d'un Etat prolétarien socialiste. Vive la révolution socialiste mondiale ! » C'était là la perspective qui donnait son sens à la prise du pouvoir par le prolétariat russe dans l'empire arriéré des tsars. Ainsi, c'est la Révolution bolchévique elle-même que renient les Volkogonov avec leur adéquation diffamatoire entre Trotsky et

fait, le parti de la Révolution russe. Nous avons été les gens, et les seuls, qui ont eu la Révolution russe dans leur programme et dans leur sang. C'est aussi la principale raison pour laquelle la Quatrième Internationale est la seule tendance révolutionnaire dans le monde entier. »

Il y a quelques jours, Gorbatchev a signé un décret de réhabilitation générale des victimes de Staline. Bien qu'il cite spécifiquement les koulaks, le nom de Trotsky n'est pas mentionné. On a appris hier qu'une pétition aurait été déposée à l'ambassade soviétique ici demandant sa « réhabilitation politique » par le gouvernement de l'URSS. Des campagnes similaires ont été soutenues dans les dernières années par différentes tendances s'autoproclamant trotskystes. Dans son interview à *La Stampa*, en réponse à une question sur une possible réhabilitation de Trotsky, Volkogonov réplique, correctement cette fois, que cela serait faire une insulte au révolutionnaire irréprochable. Nous disons avec force que Léon Trotsky n'a pas besoin d'un certificat de bonne conduite établi par les héritiers de Staline ! La seule chose que nous demandons du gouvernement soviétique est qu'il permette la publication et la libre circulation de ses œuvres de façon à ce que le peuple soviétique puisse connaître la vérité. Comme nous l'avons répété encore et encore, c'est la bureaucratie qui, de cette façon hypocrite, cherche à se réhabiliter elle-même.

La défense de l'URSS : pierre de touche de la révolution politique

La question de la défense de l'Union soviétique est, ces jours-ci, particulièrement importante quand la contre-révolution frappe dans tous les sens. Cela s'est vu récemment en Allemagne de l'Est

où nos camarades du SpAD se sont battus jusqu'au bout pour défendre les acquis économiques et sociaux et l'existence même de l'Etat ouvrier de RDA, aussi déformé bureaucratiquement qu'il ait pu être, contre la campagne agressive impérialiste de réunification avec l'Allemagne de l'Ouest capitaliste. A contrario, nombre de soi-disant trotskystes, sous couvert du droit démocratique à l'autodétermination nationale, se sont mis en queue du train rapide *Anschluss* [annexion] qui se précipite vers un Quatrième Reich, un nouvel empire de la Grande Allemagne.

Le rejet du soutien à la réunification capitaliste et la défense inconditionnelle de l'Etat dégénéré (cas de l'URSS) et des Etats déformés ont été à l'origine de la fusion récente du Grupo Espartaquista de México et de la Fraction trotskyste exclue du POS. Les camarades sont présents ici, et le bulletin commun que nous avons publié sur cette fusion est en vente ; nous pourrions ainsi approfondir ce sujet plus tard. Ici, je voudrais souligner la continuité et la pertinence toujours valable du travail de Trotsky de ce point de vue. Il est bien connu que le dernier combat politique de Trotsky à l'intérieur de la Quatrième Internationale a été contre l'opposition petite-bourgeoise de Shachtman et Burnham, dans le SWP américain, qui ont abandonné la défense de l'Union soviétique à la veille de la Deuxième Guerre mondiale. Ils ont donc cédé devant les pressions idéologiques de la bourgeoisie qui hurlait pour la « pauvre petite Finlande », tandis qu'elle servait de fer de lance de l'impérialisme contre l'URSS.

Cependant, nombreux sont ceux qui ne sont pas conscients du fait que la défense de l'Union soviétique était une constante dans la politique de Trotsky ; en fait, c'était la base de son appel à chasser la bureaucratie, qui minait de façon criminelle cette défense. Dans le troisième volume de sa biographie de Trotsky, *le Prophète hors-la-loi (l'exil)*, Isaac Deutscher note que le dirigeant bolchévique « ne devait jamais accepter de compromissions [...] ni céder un pouce de terrain » sur la défense de l'URSS. « Ainsi, pendant la première moitié de sa période d'exil, il prêcha la réforme, et non pas la révolution en Union soviétique, alors que dans la seconde moitié, il devait soutenir que la révolution politique était la seule réponse à l'absolutisme bureaucratique [...]. Même alors, cependant, il allait affirmer, avec une fermeté égale, que l'Union soviétique était un Etat ouvrier et déclarer que la défense inconditionnelle de l'Union soviétique contre tous ses ennemis bourgeois, était une obligation élémentaire pour chaque membre de l'Opposition [de gauche] ; et il devait désavouer, à plusieurs reprises, des amis et des partisans qui

Suite page 8



Der Spiegel

Mai 1987, manifestation à Moscou des fascistes, chauvins grand-russes et antisémites de Pamiat. La lutte énergique contre l'antisémitisme et pour écraser les fascistes est cruciale pour construire un parti léniniste-trotskyiste en URSS.

d'URSS à Mexico qui affirme que « le système bureaucratique de direction qui fut mis en place en Union soviétique sous Staline était une copie conforme des idées avancées par Trotsky ». Ce n'est pas là l'avis de tous les historiens soviétiques. Présent ici aujourd'hui à ces conférences sur Trotsky, il y a le camarade Alexandre Podchekoldine, de l'Institut du marxisme-léninisme à Moscou, qui a écrit une introduction au *Cours nouveau* de Trotsky à l'occasion de sa publication l'année dernière dans *Molodva Communist*, dans laquelle il soulignait comment Trotsky se battit contre la bureaucratisation stalinienne du Parti communiste et en fut la victime.

Mais cette adéquation entre Staline et Trotsky est répétée avec tant d'insistance que nous devons nous demander le pourquoi d'une si étrange évaluation. Si nous laissons de côté la diabolisation, les accusations d'« égocentrisme » et autres dénigrements similaires (« le prétendant dictateur qui a échoué », dit Volkogonov), nous trouvons le rejet de la politique de Trotsky.

Volkogonov écrit que Trotsky « était prisonnier d'une grandiose idée erronée, l'idée de la révolution mondiale ». C'est la même accusation que lui porta Staline en rejetant « l'exportation de la révolution ». C'est la distorsion du programme de la révolution prolétarienne mondiale, ce qui était la raison d'être de l'Internationale communiste, la raison même de la révolution d'Octobre, mise en avant par Lénine

Staline, ce qui nourrit l'anticommunisme. Nous devons donc chercher notre audience parmi ceux qui défendent cette révolution.

Nous disons, comme l'a dit en 1939 James P. Cannon, fondateur du trotskysme américain, dans un discours sur la révolution d'Octobre : « Nous sommes, en

Специальный номер о Московском процессе

БЮЛЕТЕНЬ ОППОЗИЦИИ

(БОЛШЕВИКОВ-ЛЕНИНИСТОВ)

Бюллетень de l'Opposition (Bolcheviks-Léninistes)

№ 53

Московский процесс — процесс над Октябрем

« Bulletin » n° 52-53, octobre 1936
Titre : « Les Procès de Moscou — Procès contre Octobre »
Légende de la photo : « Les véritables accusés »

Bulletin de l'Opposition

(bolcheviks-léninistes)

La collection complète du *Bulletin de l'Opposition* russe est une source documentaire directe de l'histoire de la lutte des bolcheviks-léninistes. Cette collection commence en 1929 avec l'exil de Léon Trotsky hors d'Union soviétique et va jusqu'au mois d'août 1941. Répondant aux questions programmatiques urgentes pour les révolutionnaires face à la Deuxième Guerre mondiale – la montée de Hitler au pouvoir, le Front populaire, la défense de l'Union soviétique –, le *Bulletin*, rédigé par Trotsky, est l'organe qu'il a le plus fortement et directement influencé durant cette période.

L'éditeur déclare dans le premier numéro : « L'objectif immédiat de cette publication est de servir la lutte pratique dans la République soviétique pour la cause de Marx et Lénine. » Le dernier numéro publia un appel « pour la défense de l'URSS ».

Lisez la véritable histoire de la lutte trotskyste pour la défense militaire soviétique, la démocratie des soviets et la révolution prolétarienne internationale !

En russe

Volume I 1929-1930 Volume III 1934-1937
Volume II 1931-1933 Volume IV 1938-1941

Monad Press, éditeur

Prix : US\$ 180

(collection complète en quatre volumes, port inclus)

Pour toute commande, écrivez à :
Spartacist, Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

Le trotskysme...

Suite de la page 7

répugnaient à accepter cette obligation.»

Cette question a été posée au tout début de son exil, pendant l'été 1929, au sujet du conflit avec Tchang Kaïchek sur le chemin de fer de Manchourie, propriété des Soviétiques qui l'avaient hérité de l'Empire tsariste. Trotsky débattit avec le Leninbund allemand, dirigé par Hugo Urbahns, avec le groupe syndicaliste français autour du journal *Révolution prolétarienne* et également avec ceux qui, dans les rangs de l'Opposition de gauche, voulaient soutenir la Chine bourgeoise contre l'URSS. Dans son article «La défense de l'URSS et l'Opposition» (septembre 1929), Trotsky insiste sur le fait qu'«il faut occuper une position de défense de l'URSS contre les dangers extérieurs, défense résolue et sans restriction». Le même article abonde en commentaires qui ne pourraient pas être plus d'actualité. Il dit par exemple que «du point de vue prolétarien, ni la démocratie dans son ensemble, ni le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, comme partie essentielle des principes démocratiques, ne sont à placer au-dessus des classes et ne sont un critère suprême de la politique révolutionnaire». Appliquez ceci aujourd'hui au cas des Républiques baltes, où de nombreux soi-disant trotskystes déclarent «Bas les pattes devant la Lituanie» – tels le groupe britannique Workers Power et les deux ailes des héritiers de feu Nahuel Moreno –, alors que, sous couvert d'indépendance, la direction nationaliste lituanienne cherche à rétablir la domination capitaliste. L'automne dernier, le Secrétaire unifié (SU) [dirigé par Ernest Mandel] a publié un article dégoûtant qui fait l'éloge des fascistes estoniens, ceux qu'on appelle les Frères de la forêt, qui ont combattu aux côtés des nazis contre l'Armée rouge pendant la Deuxième Guerre mondiale ! Ils représentaient, a dit le SU, la «lutte armée contre le stalinisme». En ce qui nous concerne, nous saluons les vétérans soviétiques qui se sont récemment mobilisés pour empêcher les Frères de la forêt fascistes de défilier pour l'indépendance de l'Estonie.

Le trotskysme : le programme de la classe ouvrière soviétique

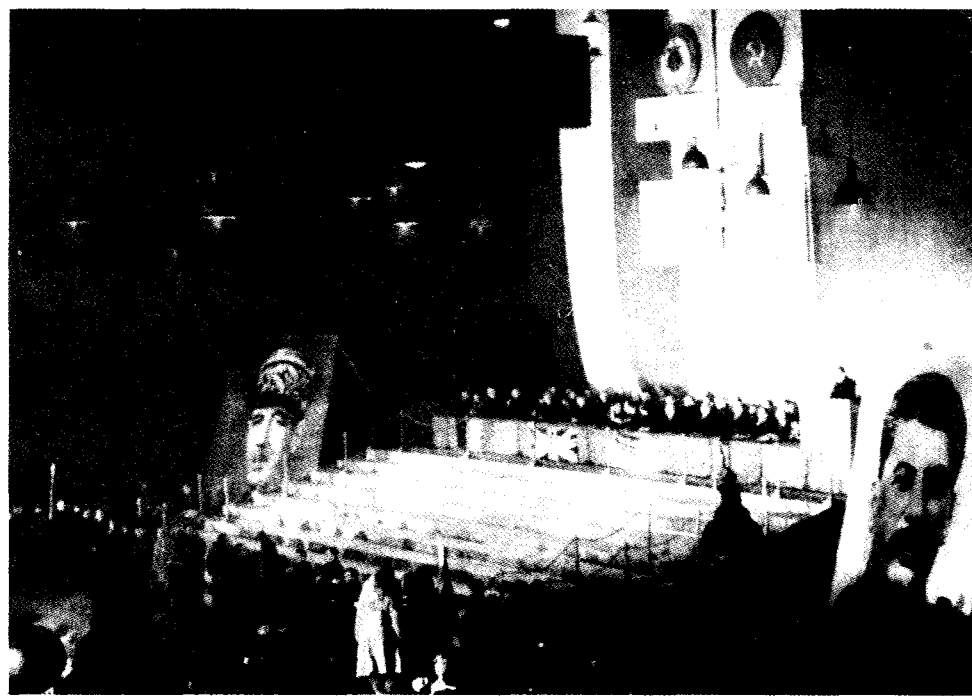
L'Agonie du capitalisme et les Tâches de la IV^e Internationale, ouvrage mieux connu sous le nom de *Programme de transition*, écrit en 1938, remarque que «si l'on prend le "trotskysme" comme un programme achevé, à plus forte raison comme une organisation, le "trotskysme" est sans doute extrêmement faible en URSS. Cependant, sa force invincible est d'exprimer, non seulement la tradition révolutionnaire, mais aussi l'opposition présente de la classe ouvrière elle-même. La haine sociale des ouvriers pour la bureaucratie – c'est précisément cela qui constitue, aux yeux de la clique du Kremlin, le "trotskysme". Elle craint mortellement, et avec pleine raison, la rencontre de la sourde révolte des ouvriers et de l'organisation de la IV^e Internationale.»

Plus d'un demi-siècle plus tard, nous pouvons affirmer qu'aujourd'hui plus que jamais le trotskysme représente les intérêts réels de la classe ouvrière soviétique, et en tant que tel, il offre la solution prolétarienne à la crise présente en URSS. Dans le chaos grandissant qui est rapporté quotidiennement, depuis le bassin houiller du Kouznetsk, le Kouzbass en Sibérie, jusqu'à la côte de la Baltique, ce n'est pas que les ouvriers soient absents. Au contraire, jamais le spectre d'une nouvelle explosion de la classe ouvrière n'a été aussi omniprésent, depuis la grande grève des mineurs de l'été dernier, quand des centaines de milliers d'ouvriers occupèrent les mines et mirent sur pied des comités de grève qui avaient le caractère de soviets, remplaçant toute autorité d'Etat. Mais jusqu'ici une grande confusion règne dans les rangs des

travailleurs.

C'est ce qu'on a vu récemment durant la grève des mineurs de 24 heures, le 11 juillet, le dernier jour du XXVIII^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Plusieurs de leurs revendications étaient contre le PC, exigeant que les cellules du parti dans les puits soient dissoutes et que les propriétés du PCUS soient nationalisées. A Moscou, un représentant du comité de coordination de la grève du Kouzbass a parlé devant la plus grande manifestation anticommuniste jamais vue, quelque 400 000 personnes suivant certaines estimations, parmi lesquelles d'importantes forces monarchistes – c'est-à-dire des tsaristes – et où l'on pouvait entendre des mots d'ordre tels que «Guérissons la Russie du bolchévisme».

Nombreux sont les mineurs du Kouzbass et du Donbass qui soutiennent le démagogue populiste Boris Eltsine, qui fait l'éloge de Ronald Reagan et du «dynamisme» du capitalisme américain. Sans



Roger Schall

La stratégie de défaite des fronts populaires. Ci-dessus, quand, à la Libération, le PCF gouvernait avec de Gaulle, et avec la bénédiction de Staline.

aucun doute les mineurs mexicains de Cananea et leurs collègues américains de Morenci en Arizona peuvent en dire long, aux mineurs soviétiques, sur le «dynamisme» qui s'appuie sur les licenciements de masse, le cassage des grèves, la fermeture d'usines et le déploiement de la force armée pour protéger le capital. D'un autre côté, à Leningrad, des bureaucrates staliniens endurcis ont pris la tête de protestations ouvrières contre les ravages dévastateurs de la perestroïka. De sinistres forces nationalistes russes sont également à l'œuvre, liées aux fascistes antisémites de Pamiat. Mais, dans les Républiques baltes, les ouvriers russes qui composent l'écrasante majorité du Mouvement international ont repris des mots d'ordre bolchéviques traditionnels contre les nationalistes pro-capitalistes.

En d'autres termes, la principale caractéristique du mouvement ouvrier soviétique en ce moment est l'absence de cohérence et, comme nous l'avons noté dans *Workers Vanguard*, «ce n'est seulement possible que parce qu'il n'existe pas aujourd'hui en URSS un authentique parti communiste de la classe ouvrière».

Ces mêmes forces pro-capitalistes sont conscientes de leur faiblesse. Gavril Popov, maire de Moscou et ardent apologiste de l'«économie de marché», a remarqué que «les masses aspirent à la justice et à l'égalité économique. Et plus le processus de transformation va de l'avant, plus aigu et plus flagrant sera le fossé entre ces aspirations et les réalités économiques.» Popov prévoit «des vagues d'ouvriers luttant pour leurs propres intérêts» qui «briseront les forces de la perestroïka». Il craint la renaissance d'un populisme de gauche qu'il appelle «les Nouveaux Communistes» (avec des majuscules). Et pour contrer ces dangers, il déclare que le «modèle purement démocratique» est inadéquat. En appelant de

ses vœux de «nouveaux mécanismes du pouvoir politique», ce porte-parole éminent du courant «libéral» en appelle en fait à un régime dictatorial.

Le programme pour les «Nouveaux Communistes»

Face aux peurs de Popov, nous répétons que la force du trotskysme est enracinée dans son programme qui exprime la vraie opposition de la classe ouvrière soviétique. Prenons le cas des mineurs sibériens qui ont l'année dernière secoué l'URSS. J'ai devant moi la *Déclaration programmatique de l'Union des travailleurs du Kouzbass (UTK)* datée de novembre 89. Bien qu'elle fasse des critiques acerbes du PCUS et de la domination par ce bras de la bureaucratie, elle n'est pas anticommuniste. Elle parle de la «société soviétique qui depuis la révolution d'Octobre a remporté des succès bien connus de tous dans la création d'une économie indépendante, en s'assurant la victoire contre le fascisme» mais qui a aujourd'hui

toute la gauche proclamait sa «solidarité avec Solidarité». Un ami [ici présent] affirme que les ouvriers n'ont pas besoin de révolution politique mais de pain. Mais comment vont-ils avoir le pain ? Pas avec l'économie de marché. Les travailleurs polonais aujourd'hui n'ont pas le pain mais la soupe populaire, le chômage et la pauvreté.

En d'autres termes, les mineurs rejettent le régime bureaucratique actuel mais leur «alternative», une économie de marché, est idéalisée, irréaliste, impossible. Ils disent qu'«en URSS il n'y a et ne peut y avoir de pouvoir que celui des soviets des députés du peuple», et il y a là, c'est évident, une aspiration à la démocratie des soviets telle qu'ils la comprennent. Pour comprendre comment cela peut être réalisé, nous leur conseillons de lire la *Plate-forme de l'Opposition*, rédigée par Trotsky en 1927, qui affirme que pour mener une lutte déterminée contre le bureaucratisme on doit retourner au programme du Parti communiste [de 1918] qui spécifie la participation obligatoire de tout membre d'un soviets à des tâches administratives, la rotation régulière de ces tâches, l'implication croissante de tous les travailleurs dans l'administration de l'Etat. Il s'agit là de l'opposé des réformes politiques actuelles qui visent à transformer les «soviets» sans pouvoir en parlements de style bourgeois.

C'est un régime de démocratie soviétique qui peut, comme le *Programme de transition* l'avance, procéder à une «révision de l'économie planifiée du haut en bas dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs», dans laquelle «les comités d'usine doivent reprendre le droit de contrôle sur la production» et où les coopératives de consommateurs pourront exercer un contrôle réel des prix et de la qualité des produits. Mais la question de la bureaucratie stalinienne ne se limite pas à la multiplication des obstacles et à une administration hypertrophiée; en dernière analyse, c'est une question du rôle de classe que joue cette couche privilégiée. La lutte pour une révolution politique prolétarienne c'est [celle] pour le renversement de la bureaucratie thermidorienne qui, jour après jour, «ébranle chaque jour davantage les éléments socialistes de l'économie et accroît les chances de restauration capitaliste.» Trotsky, voici un demi-siècle maintenant, a souligné ce danger et nous le voyons à notre époque.

Nous pouvons aujourd'hui indiquer comme revendications principales pour une opposition communiste en URSS :

- Pour l'égalité plus et mieux ! Pour un parti léniniste-trotskyste !

- Construisez un parti léniniste-trotskyste antistalinien basé sur la classe ouvrière et sur les secteurs de l'Armée rouge les moins privilégiés et les plus responsabilisés.

- Il faut chasser des soviets les parasites, les exploiters et leurs idéologues.

- Le «socialisme dans un seul pays» est un mythe de défaite. Pour l'internationalisme révolutionnaire prolétarien. Pour la défense militaire de l'Union soviétique contre l'impérialisme qui ne cesse d'enserrer l'Union soviétique dans un nœud coulant.

- Pour une planification centralisée démocratiquement par les soviets ouvriers et leurs alliés : des secteurs de la bureaucratie, particulièrement dans le corps des officiers qui renoncent explicitement en parole et dans leurs actes à leurs privilèges ; les paysans collectivisés et autres opprimés ; et cette aile de l'intelligentsia qui, dans la lutte des «populistes de gauche, les Nouveaux Communistes» (comme Popov les appelle), trouveront leur voie hors du labyrinthe des appétits corrompus.

- Pour la formation de cellules trotskystes à travers toute l'Union soviétique.

- Pour la réorganisation démocratique de l'Union soviétique et le droit, pour toute nationalité dirigée par des forces anti-contre-révolutionnaires, à s'en retirer comme elle l'entend. ■

Les ouvriers sous les coups de la politique de famine de Solidarność

Deux reporters du journal de nos camarades américains, Workers Vanguard, qui avaient passé plusieurs mois à couvrir les événements en Allemagne, se sont rendus en Pologne début juin. L'article que nous reproduisons ci-dessous est basé sur leur témoignage.

Les signes du nouveau capitalisme en Pologne sont aisément perceptibles quand on se promène dans n'importe quelle rue. Des affiches exhibant l'aigle et la croix de la réaction polonaise recouvrent les murs des bâtiments, leur message ponctué de graffitis d'un antisémitisme cru et omniprésent. Les trottoirs sont couverts de vendeurs de rues : des vieilles femmes serrant une poignée de fleurs, des jeunes femmes avec des bébés, assises à côté d'un cageot de fraises, des hommes jeunes derrière de petites tables où s'empilent cigarettes, livres ou pièces de rechange. Les gens colportent toutes les marchandises possibles dans un effort désespéré pour survivre. Des gamins n'ayant pas plus de cinq ou six ans sont devenus des « voleurs de nourriture », réduits à voler pour se nourrir. Les gens semblent encore assez bien habillés et en bonne santé. Les effets de la malnutrition et de l'appauvrissement ne sont pas encore devenus visibles.

Depuis qu'il y a dix mois un gouvernement dominé par Solidarność est arrivé au pouvoir à Varsovie, engagé à réintroduire le capitalisme, la population polonaise a vu son niveau de vie réduit à celui d'un pays du tiers monde. Les salaires réels ont été amputés de 40% depuis qu'un « traitement de choc » économique de style chilien a été imposé en janvier. Dans la même période, le nombre de chômeurs a fait un bond pour passer de moins de 10 000 à plus de 440 000. Après plusieurs mois d'inflation non contrôlée pendant lesquels les prix ont été jusqu'à doubler en un mois, le zloty est maintenant plus ou moins « stabilisé » - au taux de 10 000 pour 1 dollar. Un pain coûte 3 000 zlotys, un kilo de saucisses entre 25 000 et 35 000 zlotys - bien plus qu'une journée de salaire. Une petite machine à laver coûte autour de trois millions de zlotys. Le jour où nous sommes arrivés, tous les tarifs de chemin de fer avaient doublé.

Alors que les masses de la classe ouvrière sont acculées à la famine pour satisfaire l'avidité du Fonds monétaire international, le flot promis d'investissements étrangers qui était supposé produire un « miracle de la Vistule » économique n'est pas arrivé. Comme un militant étudiant pro-socialiste de Varsovie le disait avec justesse : « Pour avoir le capitalisme, vous devez avoir du capital. Sans capital, vous n'avez pas le capitalisme, mais... "le paupérisme". » Il expliquait que sa bourse de thèse est de 500 000 zlotys (2 500 francs) par mois, approximativement le salaire d'un jeune enseignant, sur lesquels il paie 300 000 zlotys de loyer pour un studio. Comment se débrouille-t-il pour manger ? « Quelquefois. »

Lodz est la deuxième ville de Pologne, un vieux centre industriel. La plus grande partie des ouvriers, dans leur écrasante majorité des femmes, sont employés dans les usines textiles autour desquelles la ville s'est développée à la fin du siècle dernier. Ces femmes sont payées 550 000 zlotys par mois. Elles peuvent tout juste se nourrir elles-mêmes. Mais si l'Eglise et certains secteurs de Solidarność parviennent à éliminer le droit à l'avortement, ces femmes seront forcées d'avoir des

Reportage de Pologne



En mai dernier, la grève des cheminots polonais (ci-dessus) a défié le « traitement de choc » pro-capitaliste du premier ministre Mazowiecki (à gauche) et de Walesa.

bébés qu'elles seront littéralement dans l'impossibilité de nourrir. De plus, les usines textiles sont sur le point d'être fermées. Une ville de 750 000 habitants deviendra une ville fantôme. Que seront supposées faire ces femmes travailleuses quand elles seront chassées de leur travail ? Mourir de faim.

Que les gens soutiennent ou non Solidarność et le gouvernement du premier ministre Tadeusz Mazowiecki, ils sont tous d'accord sur le fait que les choses n'ont jamais été pires - la seule question est de savoir si la situation s'améliorera au bout du compte. Beaucoup de travailleurs sont arrivés à la conclusion qu'elle ne s'améliorera pas - à moins qu'ils n'agissent. La « lune de miel » entre les Polonais et Solidarność au pouvoir touche à sa fin. En mai, une grève des cheminots qui exigeaient de meilleurs salaires a paralysé un tiers du pays. Des fermiers qui protestaient contre la fin des subventions des cours par le gouvernement ont récemment réalisé deux actions à Varsovie - dans la première, ils ont renversé un camion de pommes de terre devant le Ministère de l'Agriculture ; dans la seconde, ils ont occupé le Ministère jusqu'à ce que le gouvernement donne l'ordre aux flics d'intervenir. Puis le 11 juillet, des fermiers ont bloqué des routes et des autoroutes à travers le pays pour appuyer leurs revendications.

Les travailleurs résistent à l'austérité capitaliste

Nous sommes arrivés juste à temps pour le deuxième jour du congrès de l'OPZZ (Alliance des syndicats polonais), qui s'est tenu à Varsovie du 1^{er} au 3 juin. L'OPZZ a été fondée par les stalinien en 1985 en tant que fédération syndicale

vrai encore pour ce qui est de la presse de gauche occidentale comme Socialist Action aux Etats-Unis (partisan de Mandel) qui continue à aduler Solidarność pour être « le mouvement de travailleurs le plus puissant potentiellement dans le monde ». Aucun des groupes soi-disant trotskystes en Pologne ne s'est montré au congrès de l'OPZZ non plus.

Les délégués au congrès, plus de 700, ont pris connaissance avec intérêt de la « Lettre aux ouvriers polonais » publiée par nos camarades du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD), qui exprimait l'opposition conséquente de notre tendance au « syndicat » clérical-nationaliste Solidarność et qui opposait au stalinisme banqueroutier la perspective léniniste-trotskyiste de l'internationalisme prolétarien (cf. le Bolchévik n° 103, juillet-août). Beaucoup en ont pris de petits paquets pour les ramener chez eux.

Ces syndicalistes qui subissent des attaques ont particulièrement apprécié les efforts déployés par nos camarades en Allemagne pour rechercher une solidarité active avec les ouvriers polonais. A l'époque de la grève des cheminots au nord-ouest de la Pologne, le Komitee für soziale Verteidigung (KfSV), une organisation de défense légale et sociale, en accord avec les conceptions du SpAD, a pris contact avec les syndicats en Allemagne de l'Est et de l'Ouest pour la création d'un fonds de solidarité pour aider les grévistes polonais. A peu près à la même époque, le KfSV et le SpAD ont appelé en commun à un rassemblement de protestation contre la politique raciste de la chaîne de supermarchés Aldi à Berlin-Ouest, qui pratiquait ouvertement la discrimination vis-à-vis des consommateurs polonais.

La peur et l'angoisse à propos de la perspective d'une Allemagne capitaliste unifiée sont omniprésentes parmi la population polonaise, ce qui n'est pas surprenant étant donné le refus maintenu durant des mois par le chancelier ouest-allemand Kohl de faire une déclaration claire reconnaissant la frontière occidentale polonaise de l'après-guerre. Même des réactionnaires endurcis, partisans du gouvernement, étaient impressionnés qu'un groupe communiste en Allemagne

Suite page 10



L'OPZZ, fondée par les stalinien en 1985 et devenue la plus grande centrale syndicale en Pologne, a tenu son congrès début juin à Varsovie.

Pologne...

Suite de la page 9

se batte pour les droits des Polonais face à un consensus apparemment national pour un Quatrième Reich. Notre appel à reforger l'unité révolutionnaire des prolétariats allemand, polonais et russe est aujourd'hui à la fois urgent et opportun.

La combativité des travailleurs polonais a été amplement démontrée par la grève-occupation des cheminots. Mais au moment même où elle était sur le point de s'étendre nationalement, la grève s'est écroulée, suite à une intervention de dernière heure de Walesa, ce qui démontrait l'absence d'une direction et d'un programme pour défendre les intérêts de la classe ouvrière. La Social-démocratie de la république de Pologne (SdRP), un des vestiges du vieux parti stalinien, continue de façon évidente à avoir une influence au sein de la direction de l'OPZZ. Contrairement à Solidarność, l'OPZZ a soutenu la grève des cheminots. Mais le congrès a voté de ne soutenir les grèves que comme mesure de dernier ressort.

Un porte-parole de l'OPZZ expliquait : « Les gens nous rejoignent parce qu'ils attendent de nous que nous luttons pour leurs droits » (*Chicago Tribune*, 10 juin). Cependant, un membre dirigeant de la SdRP, et jusqu'au congrès responsable important de l'OPZZ, nous a dit que les grèves étaient à l'heure actuelle « risquées » vu l'état de l'économie. Comme le PDS en Allemagne de l'Est, ces staliens démoralisés devenus sociaux-démocrates acceptent la restauration du capitalisme et appellent uniquement à l'établissement d'un système de sécurité sociale. Le président de l'OPZZ, Alfred Miodowicz, a appelé à donner du temps au gouvernement Mazowiecki, avec l'argument que la seule alternative au gouvernement actuel était un régime dictatorial de droite.

Walesa brûle de devenir un nouveau Pilsudski

C'est là un aveu de banqueroute. Alors que quarante ans de mauvaise gestion et de mensonges staliens ont certainement contribué à faire du mot « socialisme » une injure pour beaucoup de gens en Pologne, des millions de Polonais cherchent une alternative à Solidarność. Non seulement l'influence de l'OPZZ éclipe celle de Solidarność dans les entreprises, mais même dans les universités, qui ont été un foyer d'agitation nationaliste, l'excédent étudiant stalinien (ZSP) reste également substantiellement plus importante que son rival de Solidarność. Mais l'OPZZ comme la ZSP nient toutes deux avoir quoi que ce soit à voir avec la politique, le désespoir et le mécontentement vis-à-vis du gouvernement sont exploités par des forces bien plus à droite que le régime actuel. Dans les rues, les affiches des chrétiens-nationalistes de droite sont dix fois plus nombreuses que celles de la gauche.

Comme il l'a clairement déclaré lors du congrès de Solidarność en mai, Lech Walesa a l'ambition de devenir un nouveau Pilsudski, le dictateur bonapartiste fascisant de la fin des années 20 et 30 en Pologne. Walesa a regroupé autour de lui une « Alliance du centre », qui attaque le gouvernement Mazowiecki de la droite, avec comme revendication que le traitement de choc économique soit rendu plus intense et immédiat encore, en insistant que tous les « communistes » soient chassés de l'administration. Adam Michnik lui-même, l'un des principaux idéologues de Solidarność qui est d'origine juive, est dénoncé comme un « crypto-communiste ». Dans une tentative de se concilier Walesa et de conserver sa propre base qui s'effrite, Mazowiecki a opéré un coup d'Etat au sein de son propre cabinet en déchirant l'accord d'août dernier qui donnait aux anciens staliens le contrôle des Ministères de l'Intérieur et de la Défense.

A la droite de Walesa, on trouve des organisations fascisantes, ouvertement antisémites, comme la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN). A Lodz, même des étudiants pro-capitalistes et pro-Solidarność ont été alarmés par la récente victoire de la KPN et d'autres chrétiens-nationalistes aux élections municipales de la fin mai. « L'Eglise est maintenant au pouvoir à Lodz », disait l'un d'eux. Bien qu'ils n'aient pas remporté une majorité de sièges au conseil municipal, les chrétiens-nationalistes ont obtenu la mairie sur la base d'un pacte avec Solidarność.

Dans les années précédant la Deuxième Guerre mondiale, la ville était connue sous le nom de « Lodz la rouge » du fait de son prolétariat combatif et pro-socialiste. C'est là que le parti Proletariat, le premier parti ouvrier de l'empire tsariste, fut fondé en 1883 par Ludwik Warynski. En 1905, les ouvriers révolutionnaires de Lodz ont déclenché la première insurrection ouvrière armée contre le tsar. Avant la guerre, un tiers de la population de la ville était juive. Sur ces 250 000 Juifs, il en reste à peine 200. A la question qu'on lui posait de savoir si les choses s'étaient améliorées ou étaient devenues pires sous Solidarność, un Juif d'un certain âge répondit : « Bien pires ! L'Endek a gagné la dernière élection. Ce sont ces gens-là qui sont au pouvoir à Lodz aujourd'hui. » L'Endek (Démodocratie nationale) était le parti de l'antisémitisme officiel dans la Pologne de l'entre-deux-guerres, un parti qui a fourni beaucoup de cadres à l'Armée de l'intérieur nationaliste et anticommuniste et beaucoup de pogromistes.

Il n'y a guère de rues à Varsovie qui n'aient pas de plaque ou de monument commémorant le soulèvement de Varsovie de 1944 dirigé par l'Armée de l'intérieur (alors que, sans exception, les monuments aux combattants juifs ou communistes contre le nazisme ont été profanés). Mais ce que l'Armée de l'intérieur a accompli de plus durable, c'est d'avoir terminé le travail entrepris par Hitler de débarrasser la Pologne des Juifs.

Après que l'Armée rouge eut chassé les nazis hors de Lodz en 1945, seulement 20 000 Juifs retournèrent dans ce qui avait été leur ville, soit qu'ils aient trouvé re-

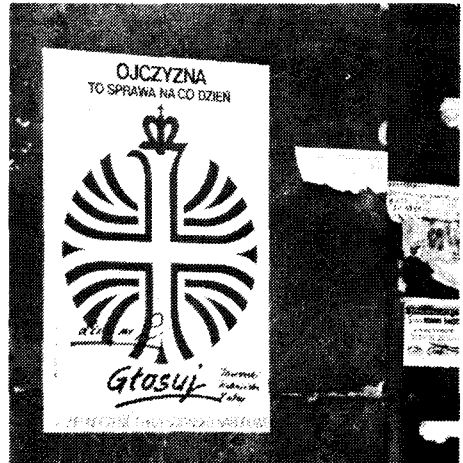


Mai, Berlin-Ouest – Les trotskystes allemands manifestent contre la discrimination antipolonaise de la chaîne de supermarchés Aldi.

fuge en Union soviétique ou survécu aux camps de concentration. En juillet 1946, des éléments de l'Armée de l'intérieur assouvirent leur hostilité envers les libérateurs de l'Armée rouge en perpétrant un pogrom dans la ville avoisinante de Kielce. Sous les menaces des pogromistes qui leur répétaient « Vous aurez ce que les Juifs de Kielce ont eu », la presque totalité du petit nombre des survivants de l'Holocauste de Lodz furent chassés de la ville. (Ceux qui restèrent, dont beaucoup étaient communistes, furent contraints de s'exiler par une purge antisémite dirigée par le chef de la po-

Ordure antisémite dans la Pologne de Solidarność

Varsovie – Derrière l'aigle et la croix (l'emblème historique de la réaction polonaise), Solidarność au pouvoir alimente l'horrible recrudescence des activités antisémites.



lice secrète stalinienne, Mieczyslaw Moczar, en 1968.)

Les Juifs sont partis, mais les pogromistes antisémites sont de retour. Quand une plaque commémorative fut apposée en souvenir des victimes des pogroms de Kielce début juillet, les gens de l'Endek d'aujourd'hui se sont déchaînés – monument défiguré, tombes juives profanées, meetings commémoratifs ainsi qu'une représentation donnée par une troupe israélienne perturbés. Une lettre signée par des Juifs polonais et adressée au gouvernement de Varsovie a récemment exprimé les forts sentiments de peur à propos de la recrudescence choquante de l'activité antisémite dans l'année écoulée. Et il a été rapporté qu'au congrès de Solidarność en avril Walesa s'était engagé à « éliminer » les homosexuels et autres « éléments marginalisés » (*Nightlines* [Chicago], 11 juillet). « J'ai bien peur qu'il ne soit une sorte de Hitler polonais », disait un militant homosexuel polonais. Voilà ce que ramène en Pologne la restauration du capitalisme.

Aujourd'hui, les pseudo-trotskystes

« radicale » (de droite) à Walesa au congrès de 1981 de Solidarność. A l'époque, Jurczyk déclarait que les trois quarts de la direction stalinienne étaient en réalité des Juifs qui avaient changé de nom et qu'« il serait bien d'avoir quelques gibets sous la main » pour s'occuper de ces « traîtres à la société polonaise ». Comme son nom l'indique, Solidarność 80 se veut représenter l'esprit « véritable » de Solidarność. Et il le représente effectivement – ce sont des cléricaux-nationalistes, des réactionnaires pro-capitalistes jusqu'à la moelle.

En 1980-81, la presse bourgeoise chantait les louanges de Walesa et de Solidarność et les bureaucraties ouvrières pro-impérialistes faisaient parvenir dollars et deutschemarks au « syndicat » préféré de Ronald Reagan. Beaucoup de pseudo-trotskystes se sont alors révélés être des néo-sociaux-démocrates endurcis en rivalisant d'enthousiasme pour Solidarność. Ils ont ignoré les photos des prêtres confessant les fidèles dans le chantier naval Lénine de Gdansk et ont fait semblant de ne pas voir Walesa se prosterner devant Reagan et le pape. Nous nous sommes conformés à l'exigence formulée par Trotsky dans le *Programme de transition* et avons simplement dit ce qui était : que le soutien à Solidarność était anti-classe ouvrière et s'opposait à la perspective trotskyste de révolution politique prolétarienne. Nous sommes demeurés fidèles aux intérêts historiques du prolétariat international, même quand cela voulait dire que notre programme marxiste était à l'opposé de la conscience de l'écrasante majorité de la classe ouvrière polonaise.

La ligne fondamentale pour les apologistes de Solidarność dans la gauche était que « dix millions d'ouvriers polonais ne peuvent pas avoir tort ». Aujourd'hui, beaucoup parmi ces dix millions en arrivent à la conclusion que peut-être ils avaient tort. Alors que les ouvriers polonais commencent à lutter contre les ravages de la restauration capitaliste qui leur a été infligée par Solidarność, ceux qui dans la gauche soutenaient jadis l'organisation de Walesa se contorsionnent, en plein désarroi. Comme nous l'avons écrit dans la « Lettre aux ouvriers polonais » : « Ceux qui ont pavé la voie à la restauration du capitalisme ne peuvent pas diriger les luttes pour la combattre [...]. Seuls les trotskystes ont un programme pour combattre la contre-révolution capitaliste et la guerre impérialiste, en retournant au communisme authentique de Rosa Luxemburg et de Lénine – le combat pour défendre et étendre les acquis de la révolution d'Octobre par des révolutions socialistes dans tout le monde capitaliste. En avant pour un parti trotskyste en Pologne, section d'une Quatrième Internationale reforcée. »

Traduit de Workers Vanguard n° 507

Fusion trotskyste au Mexique

Le 1^{er} juillet dernier, le Grupo Esparquista de México (GEM - Groupe spartaciste du Mexique) fusionnait avec la Fraction trotskyste du Partido Obrero Socialista (POS - Parti ouvrier socialiste). Le groupe résultant de la fusion, qui garde le nom de GEM, est aujourd'hui partie intégrante de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

La Fraction trotskyste est issue du courant moréniste, les partisans du dirigeant pseudo-trotskyste argentin Nahuel Moreno, aujourd'hui décédé, et qui, en France, sont regroupés dans la Ligue socialiste des travailleurs (LST). A ses débuts, le trait caractéristique de ce spécialiste du déguisement qu'était Moreno a été de se faire passer successivement, et en très peu de temps, pour un péroniste « de gauche », un castriste puis un maoïste, avant de s'installer dans le réformisme social-démocrate. Après le coup d'Etat du général Videla en Argentine en 1976, Moreno en exil adopta des allures plus radicales et se drapa dans les plis du drapeau rouge et noir des sandinistes. (Nous avons publié en 1980 une brochure en anglais, *Moreno Truth Kit* [la Vérité sur Moreno], pour démasquer ce bandit politique avéré.) Au cours de la décennie suivante, Moreno et Cie se sont caractérisés par un antisoviétisme virulent, essayant notamment de surenchérir dans la solidarité avec Solidarność, le « syndicat » préféré de Ronald Reagan. A son retour en Argentine, le morénisme se réinstalla comme tendance social-démocrate nationale.

Après la mort de son *líder máximo* au début de 1987, la Ligue internationale des travailleurs (LIT) moréniste entra dans une période de turbulences. Son « organisation mère » argentine, le MAS (Mouvement vers le socialisme) excluait en 1988 une minorité qui fondait le PTS (Parti des travailleurs pour le socialisme). Sous la direction d'un certain León Pérez, le PTS adopta une posture plus gauche, critiquant le MAS pour son front-populisme et son « national-trotskysme ». Au début de cette même année, le groupe moréniste mexicain, le PTZ (Parti des travailleurs zapatistes), excluait une minorité qui s'était opposée à son travail électoral et à son travail de quartier opportunistes. Ce groupe devait devenir

par la suite le POS et s'aligner sur le PTS argentin et l'Internationalist Workers Party américain de Pérez. Revendiquant tous l'héritage du morénisme, ces trois groupes prirent le nom de Fraction internationaliste de la LIT.

Mais le « morénisme authentique » est l'antithèse du trotskysme authentique. Ceci a été confirmé avec la désintégration rapide des régimes stalinien en Europe de l'Est. Quand le PTS argentin, après la chute du régime Honecker et l'ouverture du mur de Berlin en novembre 1989, demanda le retrait d'Allemagne de l'Est des troupes du pacte de Varsovie, deux dirigeants du POS mexi-

tiers-mondiste, lequel est également une des cartes favorites du morénisme, la bataille menée par la Fraction trotskyste à partir des événements historiques d'Allemagne de l'Est, bataille centrée sur la question russe, a mis fermement en première place la lutte pour l'internationalisme prolétarien.

Pour toute réponse, la direction du PTS envoya au POS une lettre qui déclarait que ce serait seulement si l'opposition changeait sa position et acceptait la position stalinophobe selon laquelle le stalinisme est « contre-révolutionnaire jusqu'à la moelle » qu'il y aurait lieu de discuter. Et de fait, quand le 20 mai



Le prolétariat mexicain, force décisive en Amérique centrale. Cortège des ouvrières de la confection défilant le 8 mars 1989 à Mexico pour la Journée internationale des femmes.

cain exprimèrent leur désaccord. Un document présenté par Arturo Urbina sur « Le trotskysme face aux événements en Allemagne » réaffirmait la position trotskyste de défense inconditionnelle de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés contre l'impérialisme, et défendait l'analyse de Trotsky sur le double rôle de la bureaucratie stalinienne qui, tout en reposant sur les bases économiques du pouvoir prolétarien, cherche la conciliation avec l'impérialisme. Sur un continent dominé par le nationalisme

Urbina et Humberto H. présentèrent leur *Plate-forme de la Fraction trotskyste*, le délégué du PTS fit décider leur exclusion dans la réunion même, sous l'accusation d'être des « agents spartacistes ». Dans une déclaration sur la scission, les exclus expliquent qu'« en réalité, ils nous accusent d'être des trotskystes ». Il y a par ailleurs une certaine ironie dans cette exclusion bureaucratique et ouvertement politique, car les camarades exclus avaient été préalablement chargés d'étudier nos positions.

Les camarades de la Fraction trotskyste ne sont pas seulement les fondateurs du POS, ils sont en outre parmi les membres fondateurs de la tendance moréniste au Mexique, et ils étaient auparavant des cadres du PRT (Parti révolutionnaire des travailleurs), qui fait partie du Secrétariat unifié d'Ernest Mandel. Les documents de la Fraction, ainsi que des documents de la LCI, ont été publiés dans une brochure en espagnol, *Del morénismo al trotskismo - La Cuestión Rusa a quemarropa* [du morénisme au trotskysme - la question russe à brûle-pourpoint]. A partir de la controverse sur l'Allemagne de l'Est, ces documents analysent « le front populisme et l'antisoviétisme virulent du MAS et de la LIT » et présentent une compréhension du morénisme comme un courant liquidationniste, dont le suivisme invétéré à l'égard de forces non prolétariennes représente une négation de la nécessité d'une avant-garde trotskyste. Cette brochure présente aussi une analyse historique de l'antisoviétisme de Moreno.

Il y a maintenant un an, quand la tendance spartaciste internationale fonda la LCI, nous avions pronostiqué que la crise internationale du stalinisme fournirait des occasions de recruter des militants qui veulent être des communistes au drapeau du trotskysme authentique, qui défend sans concessions les acquis et l'héritage d'Octobre 1917. Pour la LCI, cette fusion et la consolidation du Grupo Esparquista de México constituent aussi un pas important pour surmonter le recul que notre travail en Amérique latine avait subi il y a quelques années avec la disparition de l'Organización Trotskista Revolucionaria chilienne, sous la pression de l'exil et du manque de ressources en cadres pour les tâches d'un petit groupe de propagande. Enfin, cette fusion confirme les efforts accomplis, depuis la constitution de la tendance spartaciste internationale, pour chercher, par le regroupement révolutionnaire via un processus de scissions et de fusions, à gagner les cadres communistes qui forment la base d'un parti léniniste.

Nous saluons nos nouveaux camarades et nous enjoignons tous ceux qui veulent être des trotskystes, en Amérique latine et ailleurs, à étudier les documents de cette fusion.

- Adapté de Workers Vanguard n° 506

Irak...

Suite de la page 1

Dans la zone sensible qu'est le Moyen-Orient, les détonateurs d'une troisième guerre mondiale sont prêts à réagir à la moindre secousse. Mitterrand déclare : « Nous sommes entrés dans une logique de guerre. » A Jérusalem, les sionistes cinglés qui gouvernent Israël meurent d'envie d'effectuer une frappe préventive contre Bagdad avec des « armements non conventionnels ». Et la puissance de feu concentrée sur place par les Américains et leurs alliés suffirait à faire sauter toute la région. Défendre l'Irak contre cette offensive impérialiste est pour les travailleurs

du monde entier un enjeu de première importance. Il faut briser le blocus impérialiste!

La guerre est la mère des révolutions, comme disait Lénine. L'invasion impérialiste va enflammer le Moyen-Orient, quand les masses arabes descendront dans la rue pour des manifestations de colère qui pourraient bien renverser les rois, les cheiks et les colonels dans toute la région. Et aux Etats-Unis mêmes, il y a une réelle possibilité de rendre la monnaie de sa pièce à cette classe dirigeante malfaisante et dangereuse dont les premières victimes qu'elle exploite sont les minorités et les travailleurs américains.

Bush a sauté à pieds joints dans un borbier. Les déserts d'Arabie pourraient bien se transformer en sables mouvants pour les dirigeants américains. Rappelons-nous ce qu'il advint de la « force Delta » de Carter en Iran ou des Marines à Beyrouth. Au nom des jeunes soldats qui vont revenir chez eux dans des cercueils, au nom des millions d'Arabes confrontés à la machine de guerre impérialiste, nous appelons à la lutte de classe pour en finir avec les capitalistes.

Une guerre pour les compagnies pétrolières

Tout a commencé le 2 août, quand l'Irak de Saddam Hussein a lancé son

armée sur l'émirat du Koweït pour mettre la main sur les champs pétrolifères et satisfaire sa revendication historique d'un port sur le Golfe. Auparavant, les impérialistes, et au premier chef les USA et la France, avaient soutenu l'Irak pendant ses huit ans de guerre sordide avec l'Iran, lui avaient fourni des renseignements recueillis par satellite, avaient escorté ses tankers et lui avaient fourni de l'armement sophistiqué. Mais voilà que l'homme fort

de l'Irak se retrouvait soudain à la tête de 20 % des réserves mondiales de pétrole. Du jour au lendemain, Saddam Hussein était transformé en un nouvel « Hitler » par les médias serviles.

Bush a pris l'engagement que l'annexion du Koweït « ne durera pas » et, après avoir forcé la main à la monarchie féodale saoudienne, les troupes américaines ont commencé à débarquer dans ce

Suite page 12

POUR CONTACTER LA LTF

Paris Le Bolchévick
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 42 08 01 49

Rouen Spartaciste
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél : 35 73 74 47

Lyon Spartaciste
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07

Du morénisme au trotskysme - La question russe à brûle-pourpoint

Bulletin de la Fraction trotskyste et du Grupo Esparquista de México.

En espagnol
10 F (28 pages)

BOLETIN DE LA FRACCION TROTSKISTA Y EL GRUPO ESPARTAKISTA DE MEXICO

Del morénismo al trotskismo - La Cuestión Rusa a quemarropa

Documento de la lucha de la Fracción Trotskista del Partido Obrero Socialista, con documento de la Liga Comunista Internacional (Cuarta Internacionalista)

Introducción	3
Arturo Urbina, 7 de junio de 1990	
El trotskismo frente a los acontecimientos en Alemania	5
Arturo Urbina, 23 de marzo de 1990	
Carta al Partido Obrero Socialista mexicano	11
Comité Central del PTS argentino, 12 de abril de 1990	
Plataforma de la Fracción Trotskista	16
19 de mayo de 1990	
Declaración sobre la ruptura en el POS	18
Fracción Trotskista, 25 de mayo de 1990	
Carta a la Organización de Trabajadores Internacionales	20
Humberto H. y Arturo Urbina, 6 de junio de 1990	
Morénismo antisoviético en el frente de la contrarrevolución	23
Grupo Esparquista de México (Liga Comunista Internacionalista)	
Se funda la Liga Comunista Internacional	29
Traducción de Spartacist (Fracción en inglés) No. 43 44, verano de 1989	

Irak...

Suite de la page 11

pays désertique. Les actifs du Koweït à l'étranger ont été gelés, un embargo commercial a été décrété contre l'Irak et quatre porte-avions américains accompagnés de leur groupe naval, et dans leur sillage les *Clemenceau* et autres navires de guerre des impérialistes secondaires, ont été mobilisés pour imposer un blocus (baptisé « interdiction » afin de déguiser le fait qu'il s'agit d'un acte de guerre caractérisé). L'objectif déclaré est de défendre la dynastie saoudienne et de rendre au cheik Jabbar al Ahmad al Sabah son trône du Koweït.

Bush et Cie viennent de couper l'herbe sous le pied des libéraux et des pacifistes naïfs qui pensaient pouvoir redistribuer le « dividende de paix » dans le monde de « l'après-guerre froide ». Au lieu d'une réduction du budget de la « défense », des crédits supplémentaires sont débloqués en catastrophe, et pratiquement tous les gadgets militaires qui devaient faire les frais de coupes claires budgétaires ont été ressuscités.

Pour justifier l'invasion américaine, Margaret Tutweiler, l'ignare de service du Département d'Etat, va répétant les mots d'« agression irakienne ». Oui, comme quand Saddam Hussein a débarqué à la Grenade ? La prise de contrôle irakienne du Koweït n'est pas une aberration historique : tous les Etats sont construits sur des actes d'agression – qu'on songe à Guillaume le Conquérant. Saddam Hussein présente de meilleures justifications que beaucoup d'autres quand, dans son discours du 10 août, il déclare : « Les colonialistes, pour garantir leurs intérêts pétroliers [...] ont mis sur pied ces Etats pétroliers difformes » (le Monde, 12-13 août).

Le mini-Etat du Koweït était un héritage de l'impérialisme, créé artificiellement en découpant dans les sables. L'ex-Empire ottoman avait été dépecé entre l'Angleterre et la France au terme de l'accord secret Sykes-Picot de 1916. Le Koweït, qui faisait partie de la province de Bassorah avant que Londres le reconnaisse comme protectorat en 1899, en fut détaché après la Première Guerre mondiale afin de refuser à l'Irak un accès à la mer, la politique du Ministère britannique de la Guerre vis-à-vis de l'Irak consistant alors à « limiter son influence dans le Golfe et à le maintenir dans la dépendance de la Grande-Bretagne ».

« C'est nous, les Britanniques, qui avons construit l'Irak de bric et de broc », reconnaissait le diplomate britannique Sir Anthony Parsons. La frontière avec le Koweït contestée par Saddam Hussein fut dictée en 1922 par le haut-commissaire britannique Sir Percy Cox. En fait, les Britanniques ont tracé les frontières et désigné le personnel dirigeant dans toute la région, installant au pouvoir comme monarques des chefs de tribus loyaux, comme le fit T.E. Lawrence (Lawrence d'Arabie) avec Ibn Saoud. Et les Français découpèrent le territoire de la Syrie, dont



Der Spiegel

Les troupes américaines déployées en Arabie saoudite pourraient bien finir par s'enliser dans les sables.

ils avaient l'administration sous forme de mandat, pour créer l'Etat artificiel du Liban, enclave pro-occidentale dominée par les chrétiens au Levant. Les derniers quarante ans de tueries au Moyen-Orient plongent leurs racines dans ce cynique dépeçage impérialiste.

Un autre cri de ralliement des puissances impérialistes est de dénoncer le refus de Saddam Hussein d'autoriser les Occidentaux à quitter l'Irak, les transformant ainsi en otages. Il a même envoyé certains d'entre eux sur des bases militaires et des barrages qui constitueraient des cibles de choix pour des attaques aériennes américaines. Quelle cruauté ! La

camp de concentration – un acte raciste sans aucune justification militaire.

Il y a aussi la question des gaz de combat irakiens, « la bombe atomique du pauvre ». Les impérialistes s'en émeuvent aujourd'hui, après avoir fait mine d'ignorer pendant des années l'utilisation meurtrière des gaz innervants et du gaz moutarde contre les troupes iraniennes et contre les Kurdes à l'intérieur même de l'Irak. On est priés d'oublier que les Etats-Unis et leurs alliés disposent d'un gigantesque arsenal chimique, et que Bush a obtenu, contre l'avis du Congrès américain, la poursuite de la production de gaz innervants « binaires ». Il ne fait aucun doute que les navires de guerre américains déployés dans la région sont porteurs d'armes nucléaires, et nous sommes persuadés que le Pentagone prépare déjà les plans opérationnels d'une attaque nucléaire contre Bagdad.

« Un nouvel ordre mondial »

Quand Hitler prit le pouvoir en 1933, il proclama un « ordre nouveau » qui, promettait-il, devait durer mille ans. Bush reprend la même rhétorique en essayant désespérément de ressusciter un « siècle américain » qui, comme nous l'avons dit à maintes reprises, a été enterré dans les jungles du Vietnam. L'« ordre nouveau » de Hitler a duré douze ans ; celui de Bush pourrait bien lui péter à la figure en quelques semaines.

Nous ne sommes plus en 1945, quand les Etats-Unis étaient les maîtres indisputés du monde capitaliste. L'impérialisme allemand est en train de constituer un Quatrième Reich en absorbant l'Allemagne de l'Est et en établissant la domination du deutschemark en Europe de l'Est, une étape sur la voie de l'hégémonie économique sur l'Europe tout entière. Le Japon, qui est déjà devenu le principal créancier des Etats-Unis, constitue une nouvelle « sphère de co-prospérité économique » en Extrême-Orient. Le yen et le deutschemark défient la « zone dollar ».

Aujourd'hui, les impérialistes parlent de protéger la « route du pétrole ». Au début du XIX^e siècle, les intérêts des Britanniques en Mésopotamie (l'Irak actuel) étaient basés sur la défense de la « route des Indes ». Ils invoquèrent la même justification pour mettre la main sur Suez, et partant de là ce furent l'Egypte et le Soudan anglo-égyptien, lesquels à leur tour pavèrent la voie aux promoteurs de l'empire « du Caire au Cap » comme Cecil Rhodes. Pendant que la Grande-Bretagne et la France se disputaient et se partageaient la région, les Allemands rêvaient d'une voie ferrée Berlin-Bagdad. Quand ces ambitions impérialistes entrèrent en conflit, il en sortit la Première Guerre mondiale.

Les dirigeants américains veulent reprendre la position de gendarme impérialiste en chef en mettant la main sur le pétrole qu'ils pourront ensuite distribuer suivant leur bon vouloir à leurs rivaux économiquement plus dynamiques. Il est significatif que les « alliés » japonais et allemands de Washington se soient bien



Der Spiegel

Saddam Hussein

guerre est effectivement une affaire cruelle, dans laquelle les ressortissants des pays ennemis sont souvent victimes de mesures de répression. Et les citoyens de tout pays qui participe au blocus de l'Irak sont à n'en pas douter des ressortissants de pays ennemis. Comme l'a fait remarquer Saddam Hussein, pendant la Deuxième Guerre mondiale les Etats-Unis ont jeté des centaines de milliers d'Américano-Japonais, dont beaucoup étaient citoyens américains, dans des

gardés de s'engager militairement dans l'aventure du Golfe, espérant sans doute conserver des relations amicales dans le monde arabe. Etant ceux qui tiennent les principaux cordons de la bourse, ils aimeraient bien que les Etats-Unis jouent le rôle de mercenaires pour monter la garde sur « leurs » approvisionnements en pétrole.

Mais si les dirigeants américains, dont l'économie est artificiellement dopée par la spéculation financière, ne sont pas aujourd'hui riches en capacités productives, ils essaient de compenser cet état de fait avec la force militaire à l'état brut. La mobilisation américaine dépasse de loin ce qui est nécessaire à la « défense » de l'Arabie saoudite : le Pentagone a amené sur place « des forces terrestres et des hélicoptères expressément conçus pour des opérations offensives », exactement la combinaison d'unités que les analyses des *wargames* informatisés préconisent pour une attaque aéroterrestre contre l'Irak, notait le 27 août la revue *Aviation Week*, généralement bien informée.

Mais une guerre avec l'armée irakienne, aguerrie dans le conflit contre l'Iran et qui compte près d'un million d'hommes et plus de 5 000 chars, ne sera pas une promenade militaire comme le Panama ou la Grenade. Aucune guerre n'a jamais été gagnée au seul moyen d'un blocus, bien que la chose ait été tentée plusieurs fois, par exemple contre l'Allemagne. Et Hussein a lui-même fait remarquer qu'aucune guerre n'avait jamais été gagnée par les seules forces aériennes. Les impérialistes se préparent donc à une vraie guerre. En ce moment, ils en sont à une phase de « drôle de guerre » et laissent le secrétaire général de l'ONU, Perez de Cuellar, faire la démonstration que les navettes diplomatiques ne servent à rien. Il faudra encore quelques semaines aux Etats-Unis et à leurs alliés pour mettre en place les forces dont ils ont besoin. La pression montera alors inexorablement, et il leur faudra « s'en servir ou perdre ».

La « crise » actuelle n'a pas pris les Américains entièrement à l'improviste : au cours des dernières années, le corps du génie de l'armée américaine a dépensé 17 milliards de dollars dans des infrastructures militaires en Arabie saoudite, dont « des aérodromes « durcis » où la maintenance et le ravitaillement en carburant et en munitions des appareils sont effectués dans des installations souterraines », et des pistes spécialement conçues pour les avions gros porteurs américains (*Navy Times*, 27 août). Et l'« Opération bouclier du désert » a pu être mise en œuvre en un temps record parce que l'état-major américain a simplement présenté à Bush une version modifiée du « Plan 90-1002 » d'acheminement massif des forces américaines dans le Golfe par voie aérienne et maritime.

Il est clair que les forces américaines qui sont amenées dans le Golfe sont destinées à y rester. Jusque-là, les Saoudiens étaient réticents à accorder au Pentagone le droit d'installer des bases. Mais dans les dernières semaines, des avions de combat américains sont stationnés dans tous les Etats de la péninsule arabe riverains du Golfe. Le secrétaire d'Etat à la défense Cheney n'en fait pas mystère : l'engagement militaire américain est « à long terme », et « nous ne savons pas combien de temps nous devons rester ». Avec cette invasion, les Etats-Unis ont fait un grand pas vers un objectif stratégique : une mainmise militaire sur le Moyen-Orient. Mais maintenant ils vont devoir le payer au prix du sang.

Tandis que le Parti démocrate marche derrière Bush, certains éléments de la droite du Parti républicain, comme Patrick Buchanan, ont des doutes sur la capacité militaire des Etats-Unis à atteindre ces objectifs. Ces « isolationnistes » veulent concentrer leurs efforts sur le démantèlement de l'ex-bloc soviétique. Critiquant Bush, Buchanan déclare : « Si nous nous sommes retirés du petit Liban après 250 morts, les Américains sont-ils



Der Spiegel

Le 17 mars 1988, les 5 000 habitants du village kurde d'Halabja furent massacrés à l'arme chimique par l'armée irakienne. Le régime de Saddam Hussein était alors le plus précieux allié de la « France des droits de l'Homme » dans la région.

prêts à supporter le fardeau de la pacification de l'Irak et de l'Iran, qui comptent 70 millions d'habitants. »

Pour que leurs profits continuent à couler à flots, ils sont prêts à répandre le sang de millions d'Arabes pauvres et de milliers de jeunes Noirs et ouvriers américains sous l'uniforme. La guerre du Vietnam a fait tomber deux présidents américains. Bush et Cie s'apercevront bien assez tôt que le « syndrome vietnamien » n'est pas mort.

Le chaudron du Moyen-Orient

Pendant la guerre du Vietnam, les manifestants antiguerre aux USA scandaient « Un, deux, trois, pour quoi nous battons-nous ? » Cette question va être répétée encore plus fort aujourd'hui que cette guerre ne peut pas être justifiée au nom de la croisade contre le communisme. Qui est prêt à mourir pour que l'émir du Koweït puisse vivre dans l'opulence dans un Etat où seuls 70 000 hommes, sur deux millions d'habitants, ont le droit de voter pour un « parlement » qui est dissout dès qu'il s'est réuni ? Ou pour la dynastie féodale des Saoud, qui tient sous sa férule un Etat-famille où les femmes n'ont pas le droit de conduire une voiture et encore moins de voter, et où même des princesses sont décapitées pour adultère. L'Arabie saoudite est le plus grand Etat où l'esclavage existe encore.

Il y a déjà eu des incidents dus au « choc des cultures » quand les soldats américains se sont heurtés au carcan social moyenâgeux de l'Arabie saoudite. On a ainsi vu des soldats saoudiens faire un scandale quand une mécanicienne d'une unité de chasseurs F-15 a enlevé sa chemise pour travailler en tee-shirt sous une chaleur de 50 degrés. Et il convient de remarquer que la dynastie saoudienne a été portée au pouvoir avec l'aide de la

djihad pour défendre les lieux saints contre les infidèles occidentaux et leurs laïques.

Bien sûr, Saddam Hussein, qui est sorti des rangs du Parti « socialiste » baas, était censé être un laïc. En réalité, c'est le genre de gangster et d'assassin qui possède normalement toutes les qualifications requises pour être un allié des Etats-Unis. On pourrait le comparer à feu le dictateur pakistanais Mohammad

ment voté pour la résolution de l'ONU qui donne son aval au blocus.

Il semble que tout dernièrement des esprits bureaucratiques obtus du Kremlin prennent conscience du danger que représente la tentative américaine d'établir son hégémonie sur le Golfe, à quelque 1 300 kilomètres des frontières soviétiques. Alexandre Belonogov, vice-ministre des Affaires étrangères, se lamente qu'« il n'y a aucune garantie que les Etats-Unis quit-



Der Spiegel

Manifestation palestinienne pro-irakienne – La colère des masses arabes contre l'invasion impérialiste pourrait bien renverser rois, cheiks et colonels dans toute la région.

Zia Ul Haq, qui aida à faire transiter l'aide de la CIA aux bandes contre-révolutionnaires afghanes (en prélevant au passage une confortable commission). Saddam Hussein a été effectivement pendant des années un allié tout particulièrement des Etats-Unis et de la France. Quand le Parti baas est arrivé au pouvoir pour une brève période en 1963, il est possible qu'il ait bénéficié de l'aide de la CIA, qui lui aurait fourni des listes de communistes à assassiner. Après leur

teront l'Arabie saoudite quand la crise sera terminée », tandis que le général d'armée Vladimir Lobov, chef d'état-major du pacte de Varsovie, se plaint de ce que la présence américaine a modifié radicalement l'équilibre stratégique (New York Times, 31 août). De même que Staline ne pouvait pas croire que Hitler avait violé son pacte de « non-agression » en envahissant l'URSS en 1941, aujourd'hui ses héritiers ne peuvent pas comprendre pourquoi les impérialistes ne respectent pas les règles du jeu.

C'est peut-être le sort de l'humanité qui est en jeu. Le Vietnam et la Corée ont été des guerres limitées à cause de la puissance militaire soviétique. C'est ce qui a empêché les Etats-Unis d'envahir Cuba. Aujourd'hui, comme l'Union soviétique est hors jeu, les Américains ne connaissent aucune limite. La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) a dénoncé la trahison de Gorbatchev. Dans une lettre envoyée à plusieurs ambassades soviétiques, nous avons exigé que « le gouvernement soviétique abroge son embargo sur les armements destinés à l'Irak » (cf. notre encadré page 3).

Pour la lutte de classe contre les fauteurs de guerre !

Les médias se sont extasiés sur la façon « magistrale » dont George Bush a orchestré la coalition élargie qui dresse le monde entier contre Saddam Hussein. Jusqu'ici, l'Autrichien Kurt Waldheim a été le seul dirigeant d'un Etat occidental à rompre les rangs. Les architectes de la politique de la Maison Blanche, du Département d'Etat et du Pentagone agissent comme s'ils allaient gagner fa-

cilement et à bon marché. Mais ce n'est pas par hasard que la plupart des romans qui décrivent une apocalypse nucléaire commencent par une crise au Moyen-Orient. Et parmi les principaux acteurs, on trouve toujours les Israéliens, lesquels ont jusqu'ici gardé un profil bas dans la crise du Golfe.

En fait, les dirigeants sionistes sont à peu près les seuls qui aient quelque chose à gagner à un conflit militaire ouvert. A Jérusalem, on n'a pas manqué de remarquer que si les Etats-Unis disposaient de bases permanentes au Moyen-Orient, Washington ne dépendrait pas d'Israël pour jouer le rôle de gendarme dans la région. Si les Israéliens pensaient que le flot de dollars pouvait se tarir, ils pourraient décider de simplement faire sauter toute la région. Israël préparait sa population à une guerre avant même la crise récente. Le premier ministre israélien Shamir et ses pareils auraient bien envie de déclencher une frappe « préventive » contre l'Irak – la répétition de leur raid aérien de 1981 contre la centrale nucléaire en construction de Bagdad, mais cette fois à une échelle apocalyptique, avec des armes nucléaires ou chimiques, pour détruire l'Irak d'un seul coup et « résoudre » le « problème palestinien ».

« Les responsables politiques et militaires israéliens disent que le temps ne joue pas en faveur des Etats-Unis dans la crise du Golfe, et que ceux-ci devraient agir maintenant », peut-on lire dans le New York Times du 21 août. Mais avec un arsenal de quelque 200 têtes nucléaires, des armes chimiques et des vecteurs adaptés, Israël pourrait bien se lancer seul dans l'affaire. Mais tandis que les dirigeants sionistes, en proie à leur « complexe de Masada », se préparent à l'apocalypse, ils pourraient provoquer des soulèvements révolutionnaires dans l'Orient arabe. Et ceci pourrait même briser le puissant carcan du chauvinisme qui pèse sur les travailleurs de langue hébraïque.

De son côté, l'économie américaine, qui était déjà en récession, bascule vers la dépression avec la hausse du prix du pétrole et le chaos financier que provoque la menace de guerre. Si les petits copains de Bush dans l'industrie pétrolière se frottent les mains après que le prix du brut texan a pratiquement doublé pour atteindre 32 dollars le baril, d'autres hommes d'affaires ne sont pas aussi optimistes. « Les canons d'août ont soudainement assombri l'horizon économique », écrit le Wall Street Journal du 14 août. Avec la dégringolade boursière et l'inflation provoquée par la hausse du prix du pétrole, les entreprises voient leurs profits fondre comme neige au soleil, tandis que le système des prêts immobiliers est déjà en crise et que les banques commerciales ont elles aussi des difficultés. « Ça pourrait facilement être la pire récession depuis la dépression des années 1930 », déclarait au Wall Street Journal un responsable d'une importante société de portefeuilles.

Les travailleurs et les minorités des Etats-Unis, qui ont déjà subi les ravages de dix ans de « croissance » économique

Suite page 14



Reuters

Devant la base navale de Sydney, nos camarades australiens manifestent contre l'envoi de navires de guerre dans le Golfe.

secte wahabite. En Afghanistan, où ils servent comme moudjahidins mercenaires, ces fanatiques islamiques sont tristement célèbres pour avoir coutume de violer toutes les femmes « infidèles » qui leur tombent sous la main.

Ce sont là les valeureux « alliés » des impérialistes dans leur guerre pour la défense de la « démocratie » et de « nos valeurs ». L'Irak de Saddam Hussein s'est acquis, quant à lui, un important soutien populaire dans toute la région, et il a justifié la prise de contrôle du Koweït en déclarant qu'il s'agissait de récupérer les richesses pétrolières tombées entre les mains de cheiks oisifs. Les Palestiniens voient aussi en lui un défenseur de leur cause contre les sionistes qui les ont privés de leur patrie. En même temps, Saddam Hussein s'efforce d'apparaître comme le continuateur de Nasser, unificateur de la « nation arabe » contre le féodalisme et l'impérialisme, tout en se présentant comme un nouvel héritier du prophète Mohamed en appelant à une

retour au pouvoir en 1968, les baassistes emprisonnèrent et assassinèrent des milliers de militants du PC, en particulier parmi les ouvriers kurdes du pétrole dans la région de Kirkouk.

Ceci n'a pas empêché les staliniens du Kremlin d'appuyer Saddam Hussein, exactement comme ils ont apporté leur soutien au shah puis à l'ayatollah Khomeiny alors même que ces dirigeants iraniens jetaient en prison les militants du parti Toudeh. Moscou a fourni pendant des années des conseillers et du matériel militaires à Bagdad, dans le cadre de sa politique de bonnes relations avec les nationalistes du « tiers monde ». Aujourd'hui, avec la « nouvelle pensée » de Gorbatchev – laquelle, à l'évidence, consiste à céder à toutes les exigences des impérialistes, puis à faire des concessions supplémentaires –, l'Union soviétique a dénoncé la prise de contrôle du Koweït par Saddam Hussein, soutenu les sanctions commerciales de l'ONU, suspendu les livraisons d'armes à l'Irak et finale-



LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS !

30 F pour 10 numéros
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)
Etranger : mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

TEL _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10

Canada...

Suite de la page 16

C'est donc bye-bye à la feuille d'érable et vive la fleur de lys – au nom du profit pour les patrons québécois qui considèrent qu'ils ont plus à gagner dans le marché situé juste de l'autre côté de la frontière sud.

Québec : oppression nationale et lutte de classe

Le Québec a été incorporé de force à l'Amérique du Nord britannique à la suite de la défaite de la garnison française de la citadelle de Québec sur les plaines d'Abraham en 1759. Dans la Confédération de 1867, l'assujettissement national des Québécois constituait la pierre angulaire du nouvel Etat canadien « indépendant ». Pendant plus de deux siècles, le Québec a été maintenu par ses maîtres anglais, en alliance avec l'Eglise catholique romaine, dans l'arriération rurale, sous l'emprise des prêtres. Finalement, dans les années 1960, le gouvernement libéral de Jean Lesage a entrepris de moderniser et de laïciser la société québécoise, ce qu'on a appelé la « révolution tranquille ». En 1967, en lançant son « Vive le Québec libre ! » du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, Charles de Gaulle avait exprimé les aspirations d'une couche de la classe moyenne québécoise (et le gouvernement canadien lui demanda de quitter le pays).

La sortie tardive de l'arriération cléricale a provoqué l'émergence d'une petite-bourgeoisie québécoise, en mal d'ascension sociale, des petits-bourgeois qui voulaient devenir « maîtres chez eux », initialement au moyen d'une forte augmentation des dépenses publiques d'éducation et de développement économique. Alors qu'il y a trente ans, à peine 3 % des jeunes Québécois terminaient des études post-secondaires, aujourd'hui cette proportion s'élève à 20 % et continue à augmenter. Le taux de natalité au Québec était l'un des plus élevés dans le monde occidental ; aujourd'hui, il est le plus bas. Libéré des chaînes du provincialisme cléricale, qui voyait les prêtres fulminer depuis leur chaire contre les syndicats sataniques, le Québec a connu également l'émergence du prolétariat le plus combatif et à la conscience de classe la plus élevée au nord du Mexique. Les travailleurs québécois étaient confrontés à une discrimination systématique sur la base de la langue ; jusqu'aux années 1970, il était interdit à beaucoup d'entre eux même de parler français au travail.

L'opposition à un tel chauvinisme et à la violation brutale des droits nationaux du Québec, de nouveau démontrée par l'occupation militaire de Montréal en 1970 en application de la Loi des mesures de guerre, a contribué à un développement de la combativité ouvrière d'une ampleur jamais vue en Amérique du Nord depuis au moins les années 1930. La grève générale provinciale de mai 1972 atteignit une ampleur quasi insurrectionnelle ; des villes industrielles clés étaient aux mains des travailleurs et plus d'une dizaine de stations de radio et de télévision avaient été occupées et diffusaient des messages de solidarité. Mais la rhétorique « socialiste » des bureaucrates



Labor Challenge

L'armée canadienne occupant, en 1969, l'hôtel de ville de Montréal.

syndicaux québécois, applaudie par la plus grande partie de la gauche, a mené les travailleurs dans un piège nationaliste et a canalisé la combativité ouvrière dans le vote pour les nationalistes bourgeois du Parti québécois.

Dans les élections de 1976, le PQ dirigé par René Lévesque a battu le Parti libéral de Bourassa et formé le premier gouvernement pro-indépendance du Québec. Des milliers d'hommes d'affaires anglophones firent leurs valises pour Toronto, et les capitalistes québécois parvenus s'installèrent dans les bureaux de PDG laissés ainsi vacants. Alors que les dirigeants syndicaux prétendaient que le gouvernement du PQ serait « progressiste », nous avions averti qu'il userait de la rhétorique nationaliste pour tromper les travailleurs tout en leur coupant la gorge – et c'est exactement ce qui s'est passé.

Lévesque s'est acharné sur le mouvement ouvrier avec une férocité jamais vue depuis l'époque de Maurice Duplessis, qui dirigea le Québec pendant 18 ans avec la main de fer de la réaction cléricale, de la corruption et d'un brisage de grèves sauvage. Les syndicats – des enseignants, des fonctionnaires et des travailleurs hospitaliers – furent parmi les principales cibles de Lévesque, alors même qu'ils constituaient la principale base de soutien pour la politique nationaliste du PQ. Les attaques anti-ouvrières du Parti québécois furent tellement féroces que l'ancien premier ministre Robert Bourassa, qui était l'homme le plus haï du Québec après qu'il eut jeté en prison, en 1972, les dirigeants des principales centrales syndicales, gagna les élections et redevint premier ministre. Maintenant, les dirigeants syndicaux se font les chantres de la nouvelle montée du nationalisme – seulement cette fois-ci, même la rhétorique « socialiste » a disparu, alors qu'ils acclament leurs nouveaux maîtres capitalistes francophones.

Nationalisme et autodétermination

La Trotskyist League of Canada (TLC), section sympathisante de la Ligue communiste internationale, a toujours

défendu de manière conséquente le droit inconditionnel à l'autodétermination du Québec (c'est-à-dire à l'indépendance), non pas pour apporter un soutien nationaliste à la séparation avec le reste du Canada, mais dans une volonté internationaliste d'éliminer les obstacles à l'unité de classe des travailleurs francophones et anglophones de l'Amérique du Nord (tels que l'assujettissement du Québec au Canada anglophone). Comme l'affirmait la TLC dans un memorandum de son comité central sur le Québec après la victoire électorale du Parti québécois en 1976 : « Pour les nations opprimées à l'intérieur d'Etats multinationaux, la question de préconiser ou non l'indépendance dépend de la profondeur des antagonismes nationaux entre les travailleurs des différentes nations. Si les relations sont devenues empoisonnées au point de rendre impossible la véritable unité de classe au sein d'un pouvoir d'Etat unique, nous soutenons l'indépendance comme seul moyen de supprimer la question nationale de l'ordre du jour et mettre en avant la solution de classe. Les bolchéviks n'ont pas trouvé nécessaire de réclamer l'indépendance pour les minorités nationales opprimées dans la Russie tsariste, alors que Lénine soutint l'appel pour l'indépendance de la Norvège alors dominée par la Suède » (« Le nationalisme québécois et la lutte des classes », le Bolchévik n° 5, mars 1977).

Aujourd'hui, nous continuons à défendre inconditionnellement le droit du Québec à l'indépendance, tout en ne préconisant pas l'exercice de ce droit. Malgré l'aggravation des antagonismes nationaux, il reste encore à démontrer de manière décisive que la cause de l'unité de classe du prolétariat ne peut être résolue qu'à travers la séparation du Québec. Cependant, si les conflits sur les droits linguistiques, la politique de l'immigration et d'autres questions enflammaient les antagonismes nationaux jusqu'à rendre l'unité de classe impossible – une éventualité réelle dans la situation actuelle –, alors nous serions obligés de demander l'indépendance.

Il est incontestable que la possibilité d'un clivage profond au sein du mouvement ouvrier canadien était visible lors de

la convention bi-annuelle du Congrès du travail du Canada (CTC) qui s'est tenue à Montréal en mai dernier. Lorsque les dirigeants du CTC ont proposé une résolution s'opposant sur le papier à l'accord du lac Meech du point de vue du statu quo dominé par les anglophones, la délégation de la Fédération des travailleurs du Québec a menacé de quitter la convention si cette résolution était ne serait-ce que soumise à la discussion.

Cependant, les travailleurs québécois ont joué un rôle clé dans le déclenchement d'actions ouvrières dans tout le Canada. Dans plusieurs grèves des chemins de fer et des postes des années 1970 et 1980, l'initiative revenait aux sections syndicales de Montréal. Etant donné le degré élevé d'intégration de l'économie nord-américaine, cette classe ouvrière militante et combative a les potentialités pour jouer un rôle dirigeant dans la lutte pour un pouvoir prolétarien dans toute l'Amérique du Nord. Cependant, cette possibilité est minée par l'arrogance nationale de la direction actuelle de la classe ouvrière anglo-canadienne – et particulièrement du Nouveau parti démocratique (NPD) social-démocrate qui agit le drapeau à la fleur d'érable de l'anglo-chauvinisme et refuse de reconnaître le droit du Québec à l'autodétermination. En retour, ce chauvinisme enflamme chez les travailleurs québécois des sentiments nationalistes que les dirigeants syndicaux ont utilisés pour les enchaîner à « leurs propres » exploiters capitalistes.

Dans les années 1970, divers nationalistes et syndicalistes « de gauche » ont appelé à un « Québec indépendant et socialiste ». Cependant, aucune stratégie basée sur le séparatisme – y compris l'utopique « indépendance socialiste » – ne peut, véritablement, montrer la voie pour les travailleurs du Québec. Comme nous l'avons expliqué à l'époque, une « Commune » québécoise devrait être étendue par la révolution socialiste à toute l'Amérique du Nord, sinon elle serait écrasée. Maintenant, les travailleurs québécois sont confrontés à la perspective d'un « ghetto » québécois bourgeois indépendant. Le taux de chômage au Québec, qui atteint près de 10 %, est déjà l'un des plus élevés au Canada et avec un unilinguisme français obligatoire, il deviendra très difficile d'aller ailleurs.

Le prolétariat du Québec ne réalisera sa libération aussi bien sociale que nationale que dans le cadre d'une révolution socialiste sur tout le continent. Cela nécessite une direction prolétarienne internationaliste forgée dans l'opposition aux dirigeants bureaucratiques traîtres du mouvement ouvrier canadien dont le nationalisme réactionnaire a servi uniquement à encourager les sentiments d'hostilité réciproques entre les travailleurs, tout en protégeant les profits des patrons, qu'ils soient canadiens, américains ou québécois.

La montée de la réaction chauvine

La polarisation nationale actuelle au Canada s'accompagne, des deux côtés, d'un chauvinisme répugnant. Au début de cette année, plus de 50 villes et villages en Ontario ont adopté des résolutions qui rejettent la politique de bilinguisme du gouvernement fédéral et qui interdisent l'usage du français dans les services municipaux. Les habitants francophones de la ville métallurgique de Sault Ste. Marie ont été sommés de « speak white [parler anglais] ». A Brockville, à côté de la frontière québécoise, des manifestants pour les « English rights [droits anglais] » ont été filmés en train de brûler et de piétiner des drapeaux québécois. Dans les Prairies, le Reform Party, pratiquement d'extrême droite, bénéficie d'un soutien de masse grâce à une démagogie antifrançaise combinée au racisme et à une campagne populiste contre les impôts.

Dans le même temps, au Québec, des

Irak...

Suite de la page 13

pendant lesquels les riches sont devenus beaucoup plus riches et tous les autres plus pauvres, sont maintenant confrontés à une dépression caractérisée et voient qu'on envoie leurs fils et leurs filles mourir pour que les profits d'Exxon et de Texaco puissent augmenter encore, et pour défendre le mode de vie de George Bush. Alors que la bourgeoisie se félicite bruyamment de la « mort du communisme » et du triomphe définitif du capitalisme, l'aventure impérialiste actuelle révèle à quel point le colosse impérialiste

américain est en réalité instable. Washington est toujours hanté par la défaite que lui a infligée voici presque vingt ans une nation relativement petite qui combattait pour une révolution sociale. Mais un impérialisme blessé est un fauve plus dangereux que jamais.

Aux Etats-Unis comme en France et dans toutes les métropoles impérialistes, les travailleurs doivent prendre le parti de l'Irak contre les fauteurs de guerre à l'extérieur et le renforcement de l'exploitation à l'intérieur. Et cela veut dire la lutte de classe. Avant même que le premier coup de feu ait été tiré, des millions de travailleurs, en Amérique et ici même, savent que nos ennemis ne se trouvent

pas au Moyen-Orient mais dans leur propre pays : les classes dirigeantes cupides et sans scrupules qui sont prêtes à faire couler le sang de milliers de gens pour protéger leurs profits et leur « droit » de courber sous leur joug non seulement les travailleurs de leur propre pays mais aussi les masses qui, dans le monde entier, subissent la misère. Les travailleurs des métropoles impérialistes ont la puissance nécessaire pour arrêter la main de ce système et en finir une bonne fois pour toutes avec la machine de guerre impérialiste. A bas la nouvelle guerre de Washington, Londres et Paris – une défaite de « nos » propres dirigeants sera une victoire pour nous. ■

banderoles anti-immigrants étaient bien en vue dans les manifestations nationalistes et les flics ainsi que des bandes pogromistes se sont attaqués à plusieurs reprises aux minorités noire et amérindienne. Les autorités scolaires de Montréal ont récemment essayé d'interdire à tous les écoliers, y compris aux centaines de milliers d'enfants d'immigrants originaires d'Europe du Sud et aux anglophones originaires des Caraïbes, de parler, dans l'enceinte de l'école, une autre langue que le français – même pendant les récréations!

Comme l'a affirmé la TLC dans son mémorandum de 1977: «*Tout en reconnaissant la discrimination historique contre l'utilisation du français, particulièrement à l'école et dans le domaine du travail, et cherchant à y remédier, nous effectuons cela en luttant pour des droits égaux pour tous dans le domaine linguistique, et non pas pour de nouvelles réglementations discriminatoires.*». Alors que nombre d'organisations soi-disant de gauche défendaient l'unilinguisme français au Québec, nous affirmions que cela «*fournirait aussi une excuse parfaite aux chauvins anglophones des autres provinces pour refuser les droits linguistiques des minorités francophones qui s'y trouvent.*».



Montréal, janvier 1983 – La confédération syndicale CSN proteste contre les attaques antisyndicales lancées par le dirigeant du Parti québécois René Lévesque lors de la grève des travailleurs de la fonction publique.

non-francophones au Québec, les francophones dans le Canada anglais et surtout les immigrants – seront les cibles de toujours plus de vexations chauvines. La puissance du mouvement ouvrier binatio-

le Canada a été une création artificielle des Britanniques, qui cherchaient à préserver leurs intérêts en Amérique du Nord, et des contre-révolutionnaires vaincus, les «*United Empire Loyalists*», qui ont fui la Révolution américaine. Dans un rare moment d'honnêteté, le premier ministre conservateur du Canada Mulroney faisait, en février dernier, le commentaire suivant à propos de la possible séparation du Québec: «*Qu'est-ce que le Canada sans lui? Il n'y a pas de pays. C'est juste un appendice des Etats-Unis.*»

Afin de soutenir son économie chancelante contre ses rivaux impérialistes en Europe de l'Ouest et au Japon, la bourgeoisie américaine a conclu un pacte de «*libre échange*» avec le Canada. Pour les entrepreneurs québécois, l'augmentation de leur commerce au sud du 49^e parallèle constitue l'un des arguments clés pour l'indépendance. Pour le reste du pays, la combinaison du pacte de libre échange, qui accroît les liens du commerce et des investissements entre le nord et le sud, et de l'échec de l'accord du lac Meech déchaîne des forces centrifuges toujours plus grandes qui, en particulier si le Québec faisait sécession, pourraient signifier la disparition complète du Canada en tant qu'Etat indépendant.

Il y a quelques mois, l'homme d'affaires de Montréal Aldan Furlong a développé le scénario suivant dans le *Guardian* de Londres (27 mars): «*Si le Québec s'en va, la Colombie britannique et les Prairies chercheront à rejoindre les Etats-Unis avant un an ou deux, et Terre-Neuve pourrait même aller encore plus vite.*» Terre-Neuve était l'une des provinces qui avaient refusé l'accord du lac Meech et les sondages d'opinion montrent que la volonté d'intégration aux Etats-Unis est la plus forte dans les provinces atlantiques pauvres du Canada, qui seraient complètement coupées du reste

du pays si le Québec se séparait du Canada. Quelques jours avant la déconfection de l'accord du lac Meech, les premiers ministres des provinces de l'ouest commençaient à demander plus d'indépendance. William Vander Zalm, le cinglé d'extrême droite qui est premier ministre de la Colombie britannique a appelé à la «*souveraineté-association*» pour son fief.

Le pacte de «*libre échange*» entre les Etats-Unis et le Canada a provoqué un violent accès de nationalisme canadien de la part des directions syndicales et du NPD qui accusent le gouvernement Mulroney d'avoir «*vendu*» le Canada aux Etats-Unis. Mais il s'agit là d'un accord fondamentalement équitable entre la bourgeoisie canadienne et Wall Street. De plus, le Canada et les Etats-Unis partagent déjà une langue et une culture communes et une économie hautement intégrée. Il est certain que les nationalistes québécois ne devraient pas faire preuve d'un optimisme béat quant à leur perspective d'«*indépendance*» dans le contexte d'une intégration économique nettement accrue avec les Etats-Unis. Mais c'est le Mexique qui va véritablement payer, car l'impérialisme américain s'oriente vers l'extension du pacte de «*libre échange*» du «*Yukon jusqu'au Yucatán*». Cela ne signifierait pas moins qu'une tentative de prise de contrôle totale du Mexique par l'impérialisme yankee en alliance avec ses sous-fifres impérialistes canadiens.

Lorsque le pacte de «*libre échange*» est entré en vigueur, il y a dix-huit mois, nous écrivions: «*En tant que marxistes, nous sommes pour une plus grande unité économique du monde sur une base socialiste égalitaire et démocratique. Mais c'est totalement différent d'un accord destiné à renforcer la puissance de la bourgeoisie américaine [...]. Lorsque la bourgeoisie parle des bienfaits du libre échange, elle veut dire par-là le renforcement de ses positions contre les syndicats et le démantèlement des programmes sociaux. Cependant, le moyen pour lutter contre cela ne réside pas dans le poison du protectionnisme, qui dresse les travailleurs canadiens et américains les uns contre les autres, mais dans une lutte de classe commune contre les impérialistes américains et leurs partenaires subalternes canadiens*» («*Canada Trade Pact Elections*», *Workers Vanguard* n° 467, 16 décembre 1988).

Ce qui est désespérément nécessaire, c'est une direction révolutionnaire internationale qui pourra unir les travailleurs de Montréal à New York, de Vancouver à Los Angeles et à Mexico dans une lutte pour défendre les droits des minorités et l'autodétermination nationale, pour briser le pouvoir du capital et instaurer leur propre pouvoir de classe qui amènera une libération authentique pour tous les exploités et les opprimés.

-Traduit de *Workers Vanguard* n° 507



Toronto, le 4 juillet – Les trotskystes canadiens manifestent pour sauver le prisonnier politique Mumia Abu-Jamal et luttent contre le chauvinisme anti-français au Canada.

Les nationalistes arrogants qui font campagne pour «*l'unilinguisme français au Québec*» se fichent pas mal des près d'un million de francophones disséminés dans le reste du Canada. Lorsque les habitants francophones de l'Alberta ont contesté la législation qui impose l'unilinguisme anglais, le gouvernement québécois s'est pourvu en justice... pour soutenir les lois de l'Alberta! Comme le pays se divise en fonction d'antagonismes nationaux, partout les minorités – les

nal intégré doit être mobilisée pour écarter les attaques racistes et exiger les pleins droits linguistiques pour tous!

Pour la révolution socialiste dans toute l'Amérique du Nord!

Le très conservateur magazine britannique *Economist* (23 juin) écrivait: «*La destinée que l'Histoire a réservée au Canada est d'être le pays de la contre-révolution américaine.*» Depuis le commencement,

fage central, et un tiers pas de toilettes. Le taux de mortalité infantile y est celui d'un pays du tiers monde, et le taux de suicides chez les Amérindiens du Canada est le plus élevé au monde. Au milieu de toute cette misère, beaucoup de jeunes hommes mohawks quittent régulièrement les réserves pour aller assembler les charpentes métalliques sur les grands chantiers des villes de toute l'Amérique du Nord – un pont vivant vers la puissance du prolétariat.

En Amérique du Nord, l'expansion du capitalisme a signifié le génocide pour les peuples autochtones. Le mouvement ouvrier doit se battre pour les défendre! Tous les droits qu'ils ont réussi à conserver doivent être respectés, ainsi que tous les traités. Les flics et l'armée doivent se retirer des réserves et ne plus y mettre les pieds! Avec la montée d'un nationalisme québécois xénophobe, il est de la responsabilité du mouvement ouvrier de Montréal de venir en aide aux Mohawks qui se battent pour leur droit à l'existence contre un système capitaliste qui ne leur apporte que la déchéance et le désespoir.■


Mohawks...

Suite de la page 16

Kahnawake avant que l'armée donne l'assaut, des bandes de pogromistes blancs leur ont jeté des pierres sous l'œil impassible de la Sûreté. Une vieille dame amérindienne est morte d'une crise cardiaque après cette attaque sauvage.

Les dirigeants amérindiens ont dénoncé dans le raid policier contre Oka des représailles du gouvernement québécois après l'échec de l'accord du lac Meech. Cet accord a été bloqué au dernier moment à l'assemblée provinciale du Manitoba par un député crie, Elijah Harper. Pendant que Bourassa envoyait les flics puis l'armée, le dirigeant du Parti québécois Jacques Parizeau excitait la canaille raciste dans les rues en dénonçant le «*chantage*» des Amérindiens ou les gouvernements «*apeurés*».


Dans beaucoup de réserves amérindiennes, le taux de chômage atteint 90% (97% pour les femmes). Le quart des habitations des réserves n'a pas de chauff-



SPARTACIST
CANADA Spring 1990 No. 78 25c

Spartacist Canada

The Crisis of Gorbachev's USSR



Journal de la Trotskyist League of Canada

\$ 2.00 pour un abonnement de quatre numéros

Return to the Road of Lenin and Trotsky!

The plenum of the Soviet Communist Party last February marked the further disintegration of the Soviet bureaucracy as the USSR is wracked by national strife amid mounting economic chaos. Since thousands of Soviet troops and other armed forces have been sent to the Caucasus to suppress the bloody, two-year-long conflict between Azerbaijanis and Armenians, Lithuanian nationalists have proclaimed secession from the Soviet Union. (See article page 4.) Violent anti-Semitism is on the rise, and Jews in Moscow and Leningrad are in fear of pogroms. State shops are empty while newly legalized private entrepreneurs sell their wares at many times the official price.

The multinational Union of Soviet Socialist Republics is threatened with disintegration. Practically every week there is an outbreak of nationalist communal violence, most recently a riot in Tadzhikistan against Armenian refugees. On the periphery of the USSR, at the Baltic republics and Caucasus, party bosses have allied themselves with local nationalists against Moscow.

The Russian core of the Communist Party is split between liberal reformers, who have rallied behind Gorbachev, and conservative apparatchiks now generally allied with Great Russian nationalists. On the eve of the Communist Party (CPSU) plenum, 100,000 demonstrators gathered outside (continued on page 9)

Adresser vos règlements à:
Spartacist Canada Publishing
Box 6867, Station A,
Toronto, Ont. M5W 1X6, Canada

L'indépendantisme québécois enflammé par le chauvinisme anglophone

Les nationalismes scindent le Canada

Plus de 250 000 personnes, scandant «*Le Québec aux Québécois!*» et «*In-dépendance!*», ont défilé le 25 juin dans le centre de Montréal pour célébrer la Saint-Jean-Baptiste, fête nationale officielle au Québec. Comme le notait le *Guardian* de Londres (25 juin): «*Avec le drapeau bleu et blanc à fleurs de lys du Québec flottant à tous les balcons, au-dessus des portes des épiceries du coin et accroché aux antennes radio des taxis, il était presque excusable de penser, pour un week-end, qu'on était déjà dans un pays indépendant.*»

Deux jours auparavant, l'«accord du lac Meech» – une tentative de dernière chance de la part du gouvernement fédéral conservateur pour arracher la ratification par le Québec de la constitution canadienne de 1982 en l'amendant dans le sens d'une reconnaissance officielle du Québec comme «*société distincte*» – a sombré dans une vague de chauvinisme anglo-canadien. Alors que la date limite pour la ratification de cet accord approchait, les fans de l'équipe de baseball des Blue Jays de Toronto huaient les couplets français de l'hymne national. Deux provinces ont refusé de ratifier cet «accord» et le 23 juin, le premier ministre conservateur Brian Mulroney l'a déclaré nul et non avenu.

Le premier ministre libéral du Québec Robert Bourassa a immédiatement rompu les négociations constitutionnelles et commencé des consultations «non partisans» sur l'avenir du Québec avec Jacques Parizeau, dirigeant de l'opposition nationaliste du Parti québécois (PQ). Le PQ s'est prononcé pour l'indépendance complète, alors que Bourassa propose la Communauté économique européenne comme modèle pour les



Montréal, le 25 juin – Plus de 250 000 manifestants défilent pour l'indépendance du Québec derrière les drapeaux à fleurs de lys.

relations entre le Québec et le reste du Canada – ce que l'on appelle au Québec «souveraineté-association» (une indépendance partielle plus une association économique avec le Canada). Bourassa a insisté que le statu quo n'était pas une alternative.

A la Saint-Jean-Baptiste, on voyait des t-shirts qui proclamaient «*Enfin oui*

René», en référence à René Lévesque, l'ancien premier ministre péquiste du Québec qui avait perdu le référendum provincial de 1980 sur la «souveraineté-association». Lors de ce référendum, le PQ n'avait obtenu que 40% de «oui». Maintenant, les sondages d'opinion estiment que plus des deux tiers de la population du Québec, et presque 80% des

francophones, soutiennent l'indépendance sous une forme ou une autre.

Une demi-douzaine de députés conservateurs du parlement fédéral, dont le principal adjoint de Mulroney au Québec, Lucien Bouchard, ont démissionné du Parti conservateur pour faire campagne pour l'indépendance. Même si les trois centrales syndicales du Québec soutiennent l'appel à la sécession, il n'en reste pas moins que le courant séparatiste actuel est dirigé par une bourgeoisie québécoise qui s'est affirmée au cours des dernières années. Bernard Lemaire, le président du groupe forestier Cascades, affirmait aux investisseurs de Wall Street: «*Nous sommes prêts. Nous avons une économie et des entreprises viables. Nous ne serons pas effrayés une deuxième fois.*» Le *Washington Post* (21 juin) approuvait: «*Dans les années 1970, le mouvement séparatiste québécois était centré sur les locaux syndicaux enfumés et sur les campus universitaires. Mais aujourd'hui, l'esprit du nationalisme québécois puise une force grandissante dans les bureaux aux murs de chêne des conseils d'administration, dans les nouveaux gratte-ciel rutilants qui dominent le centre de Montréal – monuments dédiés à l'émergence d'une élite d'affaires canadienne française puissante [...]. Pour le Québec à majorité francophone, davantage de souveraineté est vu moins comme un objectif politique et plus en termes pratiques par des dirigeants industriels canadiens français de plus en plus confiants dans leurs capacités et qui se demandent ce qu'ils peuvent faire, dans le cadre de marchés internationaux de nouveau en expansion, pour réduire leur dépendance économique vis-à-vis du Canada anglais.*»

Suite page 14

Les Mohawks sous les feux croisés du nationalisme

6 septembre – Des policiers armés jusqu'aux dents de la Sûreté du Québec ont donné le 11 juillet l'assaut contre une barricade défendue par des Amérindiens mohawks de Kahnésatake, près du village d'Oka, à 30 kilomètres à l'ouest de Montréal. Les Mohawks avaient érigé cette barricade quatre mois plus tôt pour protéger leur cimetière historique contre l'extension prévue d'un terrain de golf privé. Les Mohawks, qui selon certaines informations avaient reçu le renfort d'anciens combattants du Vietnam venus des réserves de la frontière américaine, opposèrent une vive résistance et repoussèrent l'assaut des flics après trois heures de fusillade au cours de laquelle six véhicules de la police furent détruits. Les Mohawks n'eurent que quelques blessés légers, tandis que les hommes de la Sûreté laissèrent un des leurs dans la bataille.

Depuis ce jour, les gouvernements québécois et canadien ont juré de pren-

dre leur revanche dans le sang. Dans un premier temps, un millier de flics de la province du Québec, renforcés par des unités de la Gendarmerie royale du Canada, ont bloqué tous les accès à la réserve, empêchant toute livraison de vivres, interdisant à quiconque d'entrer ou de sortir, allant même jusqu'à empêcher les médecins de venir soigner les blessés. Le premier ministre québécois Bourassa fit ensuite appel à l'armée canadienne. Pendant le week-end du 1^{er} septembre, des milliers de soldats, appuyés par des tanks et de l'artillerie lourde, commencèrent à démanteler les barricades d'Oka. A l'heure où nous mettons sous presse, vingt membres des Warriors (guerriers) mohawks et une vingtaine de femmes et d'enfants sont toujours assiégés par l'armée à Kahnésatake.

Dans tout le Canada, des Amérindiens ont bloqué des voies ferrées et des routes en soutien à leurs camarades d'Oka. Le

trafic ferroviaire entre la côte est et la côte ouest du Canada a été un moment coupé par les barricades dressées par les Amérindiens dans le nord de l'Ontario. Peu après l'assaut du 11 juillet, des Mohawks de la réserve de Kahnawake ont bloqué le pont Mercier à Châteauguay, une des principales voies d'accès au centre ville de Montréal depuis la banlieue. L'explosion de chauvinisme raciste qui s'en est suivie est fortement teintée de fascisme pur et simple. Soir après soir, des meutes hurlantes comptant jusqu'à cinq mille personnes se sont rassemblées devant les cordons de police, brandissant le drapeau à fleur de lys du Québec. Aux cris de «*Vive le Québec libre!*» et «*Québec aux Québécois!*», elles ont brûlé en effigie des Amérindiens, crié leur haine et attaqué quiconque «avait l'air autochtone». Quand des femmes et des enfants mohawks terrifiés essayèrent de fuir

Suite page 15



Oka, Québec – Un combattant mohawk résiste au siège organisé par la police canadienne raciste.